



## Rapport de la Dix-Septième Réunion du Conseil de Coordination du Programme Genève, 27-29 juin 2005

### Sommaire

1. Ouverture .....	2
2. Rapport de la Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA .....	8
3. Document d'orientation politique ONUSIDA : Intensification de la prévention du VIH.....	12
4. Budget-Plan de travail intégré pour 2006-2007 .....	15
5. Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA pour 2006-2007 .....	20
6. Autre information.....	21
7. Prochaine réunion du CCP.....	24
8. Autres questions.....	24
9. Adoption des décisions, recommandations et conclusions .....	24
ANNEXE I Ordre du jour provisoire.....	25
ANNEXE II Décisions, recommandations et conclusions .....	26
ANNEXE III Liste des participants .....	33

## **1: Ouverture**

### **1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire**

1. La 17<sup>ème</sup> réunion du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) s'est déroulée à l'Organisation mondiale de la Santé, à Genève (Suisse), les 27-28 et 29 juin 2005. La liste des participants figure à l'Annexe III.

2. Au nom du Canada, le Président sortant du CCP, Son Excellence Paul Meyer, Ambassadeur, Représentant permanent du Canada auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, ouvre cette 17<sup>ème</sup> réunion du CCP et souhaite la bienvenue à l'ensemble des participants. M. l'Ambassadeur Paul Meyer salue les réalisations menées à bien par la famille ONUSIDA dans le cadre de la lutte contre le SIDA, notant l'impulsion donnée par l'ONUSIDA à l'élargissement de l'accès au traitement et la contribution du Programme à la relance des efforts en faveur de la prévention du VIH. Le CCP approuve l'ordre du jour provisoire de la réunion.

### **1.2 Election du bureau**

3. Conformément aux modalités arrêtées, le Brésil, précédent Vice-Président, est élu Président du CCP. La Suède est élue Vice-Présidente, et la Chine est élue Rapporteur.

4. Le CCP approuve la nomination au sein du CCP, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006 jusqu'au 31 décembre 2007, de membres des organisations non gouvernementales suivantes : Réseau des Femmes du Rwanda, Rwanda (Afrique, Suppléant) ; Coalition mondiale des Jeunes contre le VIH et le SIDA, Inde (Asie et Pacifique, Suppléant) ; YouAct, Portugal (Europe, Délégué) ; Coalition interagence sida et développement (CISD), Canada (Amérique du Nord, Délégué) ; Rede Latino-Americana de Redução de Danos (REDLARD), Brésil (Amérique latine et Caraïbes, Délégué).

5. Son Excellence Humberto Costa (Ministre de la Santé, Brésil), se déclare satisfait de l'élection du Brésil à la présidence du CCP, et remercie le Canada des efforts majeurs qu'il a investis durant l'année précédente. Le Président explique qu'un groupe de rédaction sera constitué pour cette réunion, ouvert à tous, sachant que les membres du CCP sont prioritaires pour prendre la parole, suivis des observateurs et de tout autre participant éventuellement invité à s'exprimer par le Président. Le groupe de rédaction traitera uniquement les questions sur lesquelles portent les documents du CCP, et celles soulevées en séance plénière. Le groupe de rédaction élaborera les décisions, les recommandations et les conclusions relatives à chaque point de l'ordre du jour, en vue de leur adoption en plénière.

### **1.3 Examen des rapports des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> réunions**

6. Le CCP approuve les rapports de la 15<sup>ème</sup> réunion (UNAIDS/PCB(15)/04.15) et celui de la 16<sup>ème</sup> réunion (UNAIDS/PCB(16)/04.16).

#### **1.4 Rapport du Directeur exécutif**

7. Le Dr Piot (Directeur exécutif de l'ONUSIDA) déclare que la riposte au SIDA entre dans une nouvelle phase – celle de la mise en œuvre – prévoyant de centrer les efforts sur l'expansion des stratégies et interventions essentielles. Le Dr Piot note que cette orientation est conforme aux principes directeurs que le CCP a formulés à l'intention de l'ONUSIDA.

8. Le Dr Piot souligne que le leadership national dans le domaine de la lutte contre le SIDA s'est renforcé au cours de l'année écoulée. Le Dr Piot constate que le Premier Ministre de la Chine, Wen Jiabao, qu'il a rencontré cette année, a tenu à signaler que la riposte au SIDA serait au nombre des grandes priorités du plan quinquennal national de son pays. Le Dr Piot insiste également sur la valeur toujours aussi inestimable des activités communautaires contre le VIH, nombreuses à se maintenir avec un appui extérieur pourtant peu important. Il est particulièrement déterminant que les personnes vivant avec le VIH assument un leadership accru.

9. Les partenariats de l'ONUSIDA avec d'autres parties prenantes se sont renforcés et multipliés ces dernières années, suite aux missions dans les pays effectuées par l'ONUSIDA conjointement avec les partenaires clés, et aux rencontres, à ces occasions, avec les plus hautes instances nationales. Lors de sa visite en Chine, le Dr Piot a été rejoint par l'Ambassadeur des Etats-Unis, Randall Tobias. Des donateurs bilatéraux et d'autres partenaires, tels que le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, se sont joints à l'ONUSIDA lors de visites au Kenya, au Mozambique, en Ouganda et au Swaziland.

10. L'ONUSIDA a co-organisé aux côtés des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France une réunion internationale de haut niveau, dans le but d'améliorer sans plus tarder la coordination entre les institutions internationales et l'appui aux ripostes contre le SIDA conduites par les pays eux-mêmes. Suite à cette réunion, l'ONUSIDA a eu pour consigne de créer une Cellule mondiale de réflexion pour améliorer la coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux, ainsi qu'un groupe de travail destiné à épauler l'ONUSIDA dans ses travaux de production d'estimations actualisées des besoins en ressources pour la riposte au SIDA.

11. Le Dr Piot a cité quatre défis clés face auxquels se trouve l'ONUSIDA à l'entrée de la riposte mondiale dans l'ère de la mise en oeuvre.

- S'il est vrai que riposter dans l'urgence constitue un impératif absolu, il faut toutefois mettre en place des systèmes à l'appui de solutions durables. Le Dr Piot propose que l'ONUSIDA porte à l'attention du CCP la question de la planification à long terme concernant le SIDA, afin de la débattre et de l'étudier de façon exhaustive.
- Le SIDA appelle une riposte tous azimuts, englobant le traitement, la prévention ainsi que l'atténuation de l'impact. Il s'agit également d'opposer au SIDA une riposte à la mesure de la gravité de la situation qu'il a engendrée : l'accès universel à la prévention et au traitement offre la seule vraie garantie d'inverser un jour le cours de l'épidémie.
- La forte augmentation du volume des ressources financières mises à disposition ces dernières années pour lutter contre le SIDA s'assortit d'une nécessité urgente : faire en sorte que les fonds disponibles soient réellement mis à profit. Cette nécessité,

désormais la priorité suprême pour l'ONUSIDA, est reliée aux questions d'auto-détermination nationale, de coordination et de collaboration à l'échelon pays entre les mécanismes de financement et les prestataires d'appui technique ; ces questions sont traitées dans les «Trois Principes» et par la Cellule mondiale de réflexion. Les efforts faits par le Secrétariat et les Organismes coparrainants de l'ONUSIDA en vue de renforcer leur capacité à l'échelon pays sont également à situer dans ce contexte. L'apport d'une assistance technique fait partie des fonctions clés du système des Nations Unies ; toutefois, ce mandat est en grande partie marqué par un manque de fonds chronique. Au titre du suivi des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, il sera procédé à un calcul du coût des besoins en assistance technique à l'échelon pays, en ce qui concerne la famille ONUSIDA, et les chiffres seront soumis à la Conférence sur le réapprovisionnement du Fonds mondial en septembre 2005. Le Dr Piot informe que, dans le but d'élargir l'accès à l'appui technique en matière de lutte contre le SIDA et d'apporter un complément d'assistance dans ce domaine, l'ONUSIDA a mis en place en Afrique du Sud le premier des quatre dispositifs d'appui technique régionaux prévus. Des efforts d'égale importance ont été faits en vue de renforcer le rôle de la société civile qui s'affirme en tant que partenaire clé de la mise en œuvre dans le domaine du SIDA.

- Le dernier enjeu, qui concerne l'ONUSIDA, entité au sein du système des Nations Unies, est lié à la nécessité de garantir une coordination étroite des efforts visant à riposter au SIDA, avec les initiatives de réforme du système des Nations Unies. L'ONUSIDA entend continuer à assumer un rôle de pionnier en ce qui concerne la réforme des Nations Unies, et à cet effet il a demandé un examen externe en vue d'accroître l'efficacité de son Comité des Organismes coparrainants. L'ONUSIDA veillera également à la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion. Le Dr Piot énonce ensuite trois des recommandations particulièrement urgentes selon lui, et qui concernent directement l'ONUSIDA : mettre en place à l'échelon pays, des équipes conjointes des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA, bien s'entendre au sein de la famille ONUSIDA sur la part de travail qui revient à chacun, et créer une équipe conjointe avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, afin d'éliminer les goulots d'étranglement qui ralentissent les décaissements et/ou la mise en œuvre programmatique à l'échelon pays.

12. Le CCP remercie le Dr Piot de ce rapport exhaustif, et félicite l'ONUSIDA pour ses travaux de l'année écoulée. En outre, le CCP prend acte avec satisfaction de l'appel lancé par le Dr Piot en faveur d'un renforcement de la planification consistant à se donner les moyens de riposter sur le long terme à l'épidémie. Plusieurs membres du CCP insistent sur le caractère déterminant de l'adhésion aux «Trois Principes» pour garantir l'utilisation la plus efficace et la plus stratégique des ressources financières disponibles ; un membre du CCP se demande pourquoi l'ONUSIDA n'a pas choisi en priorité un pays francophone pour débiter la mise en application des «Trois Principes». Un membre du CCP pose la question de savoir si la communauté mondiale n'a pas défini des objectifs trop ambitieux concernant la riposte au niveau mondial.

13. Le CCP signale que l'engagement politique et la prise de conscience du public demeurent insuffisants dans bon nombre de pays. L'Inde, par exemple, cherche à gérer la nécessité d'une action nationale plus énergique en attribuant à chacun des 31 ministères nationaux un budget SIDA et en demandant à chacun d'élaborer son propre plan d'action

contre le SIDA. Il est observé que la 16<sup>ème</sup> réunion du CCP, organisée en Jamaïque au mois de décembre 2004, a avivé la détermination de la région Caraïbes à riposter concrètement au SIDA. Le CCP note que la stigmatisation et la discrimination continuent d'entraver la riposte exhaustive au SIDA dans de nombreux pays.

14. S'il est vrai que le volume du financement des programmes de lutte contre le SIDA a nettement augmenté, le CCP constate que le financement n'est toujours pas à la mesure des besoins engendrés par la gravité de l'épidémie. Le CCP prend note des dates prévues, en septembre, pour la Conférence sur le réapprovisionnement du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, et rappelle combien il est important que cette conférence parvienne à mobiliser les fonds nécessaires. Le CCP insiste sur la nécessité d'améliorer la cohérence, la coordination et l'efficacité de l'action des Nations Unies à l'échelon pays, notamment de délimiter de façon bien nette les rôles et responsabilités de chaque Organisme coparrainant et du Secrétariat. En outre, le CCP appuie les efforts de l'ONUSIDA visant à recenser les obstacles à la mise en œuvre et à collaborer avec les pays pour surmonter ces obstacles.

15. Approuvant l'appel à une riposte tous azimuts, le CCP réaffirme qu'il demeure urgent de renforcer les efforts de prévention du VIH. A l'échelle mondiale, les nouveaux cas d'infection à VIH en 2004 ont été plus nombreux que jamais auparavant. Il a été noté que le renforcement de la prévention est particulièrement déterminant dans la région de l'Asie et du Pacifique, où l'épidémie en est à ses tout premiers stades, ce qui donne encore la chance de prévenir une grave flambée des cas d'infection à VIH. Le CCP appelle à une approche de prévention donnant la priorité à l'accès aux programmes se fondant sur des preuves et réalités concrètes.

16. Outre la prévention, le CCP souligne qu'il importe d'accélérer l'accès aux antirétroviraux et aux autres traitements contre le SIDA, pour l'exhaustivité de la riposte. Le CCP note qu'à l'évidence l'Initiative «3 millions d'ici 2005» a donné un remarquable coup d'accélérateur à l'action contre le SIDA. Le CCP constate que l'offre du traitement antirétroviral représente désormais un pourcentage substantiel du budget santé de certains pays, et que cette tendance est appelée à perdurer, du fait de l'augmentation de l'espérance de vie des personnes séropositives sous traitement antirétroviral.

17. Le CCP note le rôle crucial de la société civile dans les ripostes nationales au SIDA et demande aux donateurs d'attribuer leur assistance financière en priorité aux initiatives entreprises par les organisations de la société civile pour faire face au SIDA. Le CCP souligne également qu'il importe de faire participer activement et de façon significative les personnes vivant avec le VIH à l'élaboration ainsi qu'à la mise en œuvre des programmes de lutte contre le SIDA.

18. En réponse aux commentaires du CCP concernant son rapport, le Dr Piot reconnaît que les objectifs mondiaux de lutte contre le SIDA sont ambitieux, tout en soulignant qu'ils sont réalisables moyennant certes des solutions créatives pour gérer les pénuries actuelles de potentiel technique, notamment une meilleure utilisation de la capacité sous-exploitée au sein des pays et des communautés. Le Dr Piot déclare que les dispositifs ONUSIDA d'assistance technique actuellement mis en place dans différentes régions tirent parti des établissements et de l'expertise au niveau local, accélérant l'édification d'un potentiel durable et limitant le plus possible le gaspillage et le double-emploi.

19. En ce qui concerne les efforts de l'ONUSIDA visant à accélérer l'application des «Trois Principes», le Dr Piot explique que l'ONUSIDA se concentre sur l'aide aux pays qui ont été les plus durement frappés par l'épidémie. L'absence de pays francophones sur la liste des premiers pays concernés par l'aide de l'ONUSIDA tient principalement au fait que l'ONUSIDA a pris la décision de centrer ses efforts sur l'Afrique de l'Est et australe, où le SIDA génère l'impact le plus catastrophique.

20. Le Dr Piot est d'accord avec le CCP pour appuyer la participation accrue des organisations de la société civile à la riposte nationale au SIDA. Il constate que la société civile a besoin d'une assistance nettement plus significative pour se construire un potentiel durable et pouvoir ainsi contribuer au maximum aux efforts nationaux. En particulier, le Dr Piot insiste sur la nécessité d'un renforcement de la capacité de gestion au sein des organisations de la société civile.

21. Le Dr Piot appuie énergiquement le CCP qui insiste sur la nécessité d'une plus grande cohésion dans l'action du système des Nations Unies contre le SIDA. Le Dr Piot déclare que des grands pas en avant ont été faits vers la clarification des rôles et responsabilités de chaque Organisme coparrainant et du Secrétariat, dans l'optique de convertir en réalités opérationnelles les principes qui sous-tendent l'action conjointe. Le Dr Piot note également que l'ONUSIDA s'est engagé dans une vaste entreprise de perfectionnement des mécanismes de recrutement de personnel au sein du Secrétariat, notamment le recrutement des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les Pays.

### **1.5 Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants (COC)**

22. En sa qualité de Président du Comité des Organismes coparrainants, M. Antonio Maria Costa (Directeur exécutif de l'ONUDD) fait rapport au CCP sur les travaux du COC au cours de l'année passée.

23. M. Costa note que l'environnement dans lequel l'ONUSIDA travaille a nettement évolué ces dernières années. Les gouvernements et les donateurs internationaux se rallient en plus grand nombre aux acteurs de la riposte au SIDA, et cela avec une détermination et un volume de ressources nettement plus importants. De par le monde, le grand public a davantage pris conscience de la menace que constitue le SIDA, et les perspectives d'élargissement de l'accès aux antirétroviraux ainsi qu'aux autres traitements du SIDA ont fait grandir l'espoir et l'optimisme dans le cadre de la riposte mondiale.

24. En dépit de ces avancées, des obstacles majeurs subsistent. Même avec l'augmentation des ressources pour la lutte contre le SIDA et des efforts mondiaux en vue d'offrir les antirétroviraux là où les ressources sont limitées, l'accès aux mesures préventives et thérapeutiques vitales reste l'apanage d'une minorité. Dès 2008, US\$ 22 milliards vont devoir être dépensés pour faire reculer l'épidémie. Si ces sommes représentent un investissement mondial sans précédent, M. Costa se déclare optimiste quant au maintien de cette tendance à l'augmentation des engagements de dépenses dans les programmes de lutte contre le SIDA.

25. M. Costa déclare que l'épidémie en Afrique continue de sévir durement. Selon M. Costa, le SIDA, en plus de son impact économique et social, engendre criminalité, corruption et violence. En Europe orientale et en Asie, l'épidémie gagne du terrain, avec le lot de catastrophes potentielles qu'une telle propagation suppose.

26. Face à ces problématiques, l'ONUSIDA, indique M. Costa, a nettement renforcé ses propres opérations, rationalisant les procédures, éliminant les doublons, et améliorant la coordination. M. Costa, notant que l'ONUSIDA a renforcé la responsabilisation chez les membres du Programme commun, cite à titre d'exemple le Budget-Plan de travail intégré pour 2006-2007, soumis dans le cadre de cette réunion à l'examen du CCP pour approbation. Le Comité des Organismes coparrainants a réaffirmé, à l'occasion de la réunion qui s'est tenue à Moscou en avril 2005, sa volonté de contribuer à maximaliser l'efficacité de l'action conjointe de l'ONUSIDA. Le Programme commun a choisi de faire appel au Boston Consulting Group pour effectuer un examen intégral et une analyse exhaustive du COC, dans le but d'élaborer des rouages, des procédures et des pratiques destinés à améliorer la coordination et la cohérence.

27. M. Costa remercie le CCP d'avoir offert à l'ONU DC l'occasion de présider le COC durant l'année écoulée. Il note que l'OIT exercera la présidence du COC durant l'année à venir. Au nom de l'OIT, M. Assane Diop, Directeur exécutif, Secteur de la protection sociale, informe le CCP que l'OIT accorde une grande valeur à la fonction de Président du COC et se réjouit d'assumer cette fonction pendant l'année à venir.

28. Le CCP remercie M. Costa pour son exposé, et prend acte de l'avancement des travaux du Programme commun pour améliorer la coordination et la responsabilisation. Le CCP appelle à une plus grande transparence et à davantage de clarté concernant les rôles et responsabilités incombant très précisément à chaque Organisme coparrainant et au Secrétariat.

### **1.6 Rapport du représentant des organisations non gouvernementales**

29. M. Omololu Falobi (Journalistes contre le SIDA, Nigéria) fait rapport au CCP au nom des organisations non gouvernementales siégeant au CCP. Annonçant qu'il lui faut parler avec sincérité et passion, M. Falobi déclare que le monde est en train de perdre son combat contre le SIDA.

30. M. Falobi se rallie au document stratégique sur l'intensification de la prévention du VIH, soumis par l'ONUSIDA à l'examen du CCP. Il prend acte de la nécessité de veiller à faciliter l'accès des populations vulnérables à des services de prévention appropriés, et relève qu'il importe que les stratégies de prévention soient fondées sur des preuves et réalités concrètes plutôt que sur une quelconque idéologie. M. Falobi confirme qu'il importe d'investir dans des efforts de recherche à long terme, afin de mettre au point des vaccins et des microbicides, et note la nécessité de disposer, en attendant, d'autres techniques de prévention nouvelles.

31. La société civile a un rôle crucial à jouer dans les ripostes nationales, affirme M. Falobi : il importe tout particulièrement de faire participer la société civile aux efforts visant à garantir plus certainement que les fonds disponibles seront effectivement dépensés. M. Falobi invite l'ONUSIDA à multiplier les efforts en vue de mobiliser les ressources dont les organisations de la société civile ont besoin, lesquelles sont souvent dotées d'un potentiel et d'une expertise sous-utilisés pour le moment.

32. M. Falobi souligne qu'il importe d'éliminer les obstacles empêchant les populations vulnérables d'accéder au traitement. Il demande également d'accorder une attention accrue aux politiques d'immigration qui exercent une discrimination à l'égard des personnes vivant

avec le VIH, et il insiste sur la nécessité de faire opposition aux politiques de nature à entraver la mise en œuvre de stratégies de prévention fondées sur des preuves et réalités concrètes, telles que les programmes de promotion du préservatif et de réduction des risques.

33. L'ONUSIDA doit avancer plus vite, pour renforcer son efficacité dans les pays, déclare M. Falobi. Il invite les Organismes coparrainants à éviter de se lancer dans des querelles de «territoire». M. Falobi présente au CCP sa collègue africaine représentante d'une organisation non gouvernementale, Mme Asunta Wagura (Kenya Network of Women with AIDS).

34. Le CCP prend acte avec satisfaction du rapport des organisations non gouvernementales présenté par M. Falobi, approuve son appel à la participation active de la société civile à la riposte au SIDA et invite l'ONUSIDA à élaborer une stratégie à long terme pour soutenir cette participation. Le CCP approuve également l'appel de M. Falobi à un accroissement de l'attention accordée à la prévention du VIH, notant l'importance d'une action de prévention exhaustive, fondée sur les droits.

35. Le CCP considère que des améliorations sont à apporter au niveau des initiatives officielles de suivi du nombre des décès dus au SIDA. En Inde, par exemple, il a été constaté que les familles de défunts s'opposent à ce que le décès de leurs proches soit classé parmi les décès dus au VIH, par peur de la discrimination.

36. Le CCP se rallie à l'appel de M. Falobi en faveur d'initiatives visant à renforcer le potentiel des organisations de la société civile. L'Alliance internationale contre le VIH/SIDA, organisation non gouvernementale au nombre des observateurs de cette réunion, souligne qu'il importe d'élaborer un cadre relatif au développement du potentiel de la société civile et qu'il est nécessaire de reconnaître à la société civile le droit de choisir ses propres représentants dans le cadre de la riposte au SIDA. Le CCP constate que certaines organisations non gouvernementales représentant les intérêts plus larges de la société civile souvent tentent de s'exprimer au nom d'organisations non gouvernementales dans le cadre des grands rendez-vous concernant la lutte contre le SIDA.

## **2: Rapport de la Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA**

37. Le rapport de la Cellule mondiale de réflexion est présenté par M. Michel Sidibe (Directeur, Département Appui aux Pays et aux Régions, ONUSIDA) et M. Lennarth Hjelmåker (Ambassadeur de la Suède pour le VIH/SIDA). M. Sidibe et M. Hjelmåker co-président la Cellule mondiale de réflexion.

38. M. Sidibe constate que le SIDA a évolué en crise mondiale, érodant la capacité en moins de temps qu'il ne lui en faut pour se reconstituer. La dispersion de l'autorité sur les initiatives de lutte contre le SIDA, les insuffisances en matière de planification et de définition des priorités au niveau national, ainsi que la fragmentation des efforts dans le domaine du suivi et de l'évaluation compromettent souvent l'utilisation effective des fonds disponibles à l'échelon pays. Tous ces obstacles retardent fréquemment la mise en œuvre de programmes essentiels pour contrer le SIDA.

39. Une réunion de haut niveau organisée le 9 mars 2005 à Londres a débouché sur la création de la Cellule mondiale de réflexion, chargée d'élaborer dans un délai de 80 jours un



ensemble de recommandations hardies et recevables visant à améliorer l'architecture institutionnelle pour une riposte effective au SIDA. Malgré ce délai particulièrement court, la Cellule mondiale de réflexion est allée de l'avant, et a engagé dans cet effort 64 parties prenantes – représentant les pays en développement et les pays industrialisés, les groupes de la société civile, les organes régionaux, le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, et des organisations du système des Nations Unies.

40. La Cellule mondiale de réflexion a créé trois groupes de travail – pour la programmation et le financement, pour l'appui technique, et pour le suivi et l'évaluation. Chaque groupe de travail a établi, chacun dans son domaine, un inventaire cartographié des principaux acteurs et des mécanismes de coordination existants, examiné les différences et les similitudes dans les modes de fonctionnement des acteurs clés, repéré les principaux goulots d'étranglement entravant la mise en œuvre, et formulé des recommandations préliminaires. La Cellule mondiale de réflexion, qui a relié ses travaux aux initiatives phares en faveur du développement, et notamment les Objectifs de Développement pour le Millénaire, la Déclaration de Paris de l'OCDE/CAD sur l'Efficacité de l'Aide, et le processus de réforme des Nations Unies, a produit des recommandations relatives à quatre domaines : a) moyens pour l'exercice d'un leadership national inclusif et l'auto-détermination ; b) alignement et harmonisation ; c) réforme pour une riposte multilatérale ; et d) responsabilité et supervision.

41. En ce qui concerne le leadership national et l'auto-détermination, M. Sidibe indique que la Cellule mondiale de réflexion s'est concentrée sur l'amélioration de la planification des ripostes nationales au SIDA et sur l'intégration de la planification dans le domaine du SIDA aux cadres généraux nationaux de développement. La Cellule mondiale de réflexion recommande d'utiliser les cadres stratégiques existants comme base pour élaborer rapidement des plans opérationnels chiffrés de nature à stimuler la mise en œuvre et l'alignement.

42. En ce qui concerne l'harmonisation et l'alignement, M. Sidibe note que la Cellule mondiale de réflexion tente de faire en sorte que les plans nationaux, les systèmes financiers, les systèmes d'achats et les examens conduits par les pays eux-mêmes servent davantage de base pour l'octroi du soutien international. La Cellule mondiale de réflexion recommande que le Fonds mondial et la Banque mondiale acceptent le principe des examens participatifs conjoints en tant que principal moyen d'évaluer leurs programmes. La Cellule mondiale de réflexion recommande en outre que le Fonds mondial, la Banque mondiale et autres partenaires internationaux passent progressivement du financement de projets au financement de programmes.

43. M. Sidibe indique que la Cellule mondiale de réflexion a formulé des recommandations importantes dans le domaine de la réforme multilatérale. Au niveau mondial, elle a recommandé plus de netteté dans la répartition des tâches entre les Organismes coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, et un effort de clarification des rôles et responsabilités revenant d'un côté à la Banque mondiale, et de l'autre au Fonds mondial. A l'échelon pays, la Cellule mondiale de réflexion a conseillé la création d'une équipe conjointe des Nations Unies sur le SIDA, et d'un programme intégré d'appui aux pays dans le domaine du SIDA. Autre recommandation : la constitution d'une équipe conjointe système des Nations Unies/Fonds mondial pour la résolution des problèmes, afin d'accélérer l'élimination des goulots d'étranglement entravant la mise en œuvre au niveau national.

44. Afin de renforcer la responsabilisation et la supervision, la Cellule mondiale de réflexion recommande que les parties prenantes au niveau national examinent officiellement

les performances des partenaires internationaux. Dans le but de promouvoir l'alignement des efforts internationaux dans le domaine du suivi et de l'évaluation avec les efforts nationaux dans ce même domaine, la Cellule mondiale de réflexion recommande l'affectation de spécialistes du suivi et de l'évaluation au sein des unités nationales, la constitution d'équipes conjointes d'appui au suivi et à l'évaluation, ainsi que la création d'un dispositif commun mondial de suivi et d'évaluation.

45. M. Hjelmåker relève avec satisfaction que les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion sont fondées sur le principe d'auto-détermination nationale, renvoyant à l'engagement des pouvoirs publics, de la société civile et de toute autre partie prenante nationale. Mr Hjelmåker précise que pour mettre en œuvre la vision de la Cellule mondiale de réflexion, les pays doivent créer un environnement favorable à l'alignement du soutien international, notamment en définissant clairement leurs priorités et en mettant en œuvre des systèmes solides de reddition des comptes.

46. En ce qui concerne les mécanismes internationaux de financement de la lutte contre le SIDA, M. Hjelmåker déclare que pour pouvoir appliquer les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, les cadres macro-économiques et de dépenses publiques doivent prévoir un meilleur soutien à la mise en œuvre des programmes nationaux de lutte contre le SIDA. En particulier, les plafonds de dépenses doivent être revus, et la planification en matière de SIDA doit être intégrée aux instruments généraux pour le développement, tels que les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et les Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT). La mise en application des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion appelle une plus grande flexibilité en matière de subventions, ainsi qu'un processus conjoint de gestion financière, d'évaluations relatives aux achats, et de rapport, et une amélioration de la communication entre donateurs.

47. M. Hjelmåker constate que les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ont des implications claires pour le système des Nations Unies. La répartition plus nette des tâches entre Organismes coparrainants et Secrétariat de l'ONUSIDA est censée générer une augmentation du volume de l'appui technique fourni par les Nations Unies et par l'intermédiaire des Nations Unies. M. Hjelmåker annonce que la Cellule mondiale de réflexion, tenant compte du fait que l'ONUSIDA, bien que non financé pour assumer ce travail, offre une assistance technique aux pays pour qu'ils puissent accéder aux ressources du Fonds mondial et mettre en œuvre leurs projets subventionnés par le Fonds, admet la nécessité d'un apport complémentaire des donateurs pour financer ce rôle joué par l'ONUSIDA, mais ne souhaite pas la création d'un nouveau fonds à cet effet. A la place, après examen des mécanismes existants, la Cellule mondiale de réflexion a conclu que les Fonds ONUSIDA d'Accélération programmatique pouvaient être élargis de façon à prévoir le financement de cette assistance technique. M. Hjelmåker précise que le Budget-Plan de travail intégré (BPTI) pour 2006-2007 a été élaboré avant les résultats des délibérations de la Cellule mondiale de réflexion et qu'il va probablement falloir le réviser de façon à prévoir les fonds suffisants pour financer l'assistance technique intensifiée apportée par l'ONUSIDA. M. Hjelmåker a également noté la nécessité de renforcer le système du Coordonnateur résident des Nations Unies, afin de maximiser la cohésion et l'efficacité des activités du système des Nations Unies à l'échelon pays à l'appui des «Trois Principes».

48. Le Dr Jim Kim (Directeur, Département VIH/SIDA, OMS) déclare que l'expérience de ces derniers temps en matière d'élargissement des programmes de traitement du SIDA rappelle la nécessité d'une meilleure coordination entre les niveaux mondial, régional et pays. Revenant

sur la réussite, plusieurs années auparavant, de la campagne pour la survie de l'enfant – à l'époque, l'OMS et l'UNICEF tenaient chaque mois des réunions de haut niveau – le Dr Kim déclare que l'organisation de réunions de ce type concernant le SIDA aurait du bon pour surmonter le problème des chevauchements – matière à conflits – des mandats organisationnels, et pour se concentrer sur les résultats concrets assortis d'échéances, sur les rôles et sur les responsabilités à l'échelon pays.

49. Le Dr Debrework Zewdie (Directeur, Programme mondial sur le VIH/SIDA, Banque mondiale) indique que la Banque mondiale met actuellement la dernière main à son nouveau programme d'action contre le SIDA, qui prévoit des examens conjoints avec le Fonds mondial. La Banque mondiale et le Fonds mondial se réunissent déjà pour définir clairement leurs rôles et responsabilités respectifs ; le Dr Zewdie ajoute que le CCP recevra à l'avenir les rapports de situation à cet égard. Le Dr Zewdie annonce que la Banque mondiale renforce actuellement la Cellule mondiale de Suivi et d'Evaluation en matière de SIDA, et qu'il existe à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international une volonté très affirmée d'intégrer le SIDA aux principaux cadres pour le développement.

50. Le CCP se déclare satisfait du rapport et des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, prend note de la rapidité avec laquelle elle a élaboré ces recommandations, et déclare que les conclusions de la Cellule mondiale de réflexion pourraient servir de modèle pour l'ensemble du secteur du développement. L'enjeu actuel, note le CCP, consiste à convertir les recommandations formulées sur le papier en action sur le terrain, faisant des «Trois Principes» une réalité concrète à l'échelon pays et situant les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion dans le contexte plus large de la réforme des Nations Unies. A cet effet, il est indispensable d'élaborer sans délais un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, est-il souligné. Le CCP évoque la nécessité d'un mécanisme mondial pour suivre les progrès dans le domaine de la mise en œuvre des «Trois Principes» ; il est en outre suggéré d'étudier le rôle que peut assumer le CCP pour faciliter la coordination de ces travaux de mise en œuvre. Si les premiers efforts pour mettre en œuvre les «Trois Principes» porteront principalement sur l'Afrique, le CCP relève toutefois la nécessité de promouvoir ces «Trois Principes» également en Asie et dans les autres régions.

51. Le CCP appuie avec force le principe d'auto-détermination national qui sous-tend les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion. Dans beaucoup de pays, constate le CCP, une multitude de donateurs s'en tiennent à leurs objectifs et à leurs stratégies individuels sans aligner leurs activités sur les stratégies nationales. Les pays qui bénéficient d'une assistance extérieure passent souvent une grande partie de leur temps à rédiger des rapports pour satisfaire aux exigences de donateurs multiples. Le CCP est d'accord pour dire qu'il est urgent et impératif de reconnaître totalement aux pays le droit de définir leurs propres priorités nationales, et que ceci représenterait une avancée majeure, sur les plans idéologique et pratique, dans le domaine du développement international. Le CCP déclare qu'il faut établir des plans stratégiques nationaux, les chiffrer avec l'aide du secteur privé, et les replacer dans le contexte général du développement. Le CCP note que le fait de promouvoir une authentique auto-détermination nationale sans accroître les exigences pesant sur les instances nationales constitue un enjeu majeur. Certains membres du CCP accueillent avec satisfaction le concept de financement commun (basket funding) à l'appui des stratégies nationales de lutte contre le SIDA, tandis qu'un autre membre du CCP fait remarquer que ce type de financement n'a pas l'assentiment de certains donateurs.

52. Le CCP approuve avec force l'action des Nations Unies pour améliorer la cohérence et l'efficacité des efforts d'accélération de la mise en œuvre programmatique. Les organes directeurs des Organismes coparrainants de l'ONUSIDA ainsi que des autres organismes multilatéraux, notamment le Fonds mondial, sont invités à examiner et à approuver les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion. Le CCP demande un complément d'explications concernant l'équipe conjointe des Nations Unies à l'échelon pays – quel en sera le mode de fonctionnement, en quoi différera-t-elle des mécanismes actuels ? – ainsi qu'un complément d'information sur le rôle et le fonctionnement des mécanismes de résolution des problèmes, les Fonds d'accélération programmatique, et le dispositif mondial commun de suivi et d'évaluation.

53. Le CCP insiste sur l'importance de la flexibilité dans la mise en application des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion. Chaque pays a son propre contexte et ses propres problèmes, appelant des modalités de coordination qu'il sera souvent nécessaire d'adapter aux circonstances nationales spécifiques. Le CCP note également la nécessité de faire participer la société civile, notamment les populations vulnérables, aux efforts visant à mettre en œuvre les «Trois Principes».

54. Mr Hjelmåker se déclare satisfait de voir le CCP souscrire avec force aux recommandations de la Cellule mondiale de réflexion. Il propose de prévoir, pour la prochaine réunion du CCP, une session spéciale afin d'évaluer l'avancement des travaux de mise en œuvre, notant que les Organismes coparrainants de l'ONUSIDA doivent chacun tenir devant leurs organes directeurs respectifs un discours traduisant une certaine unité et cohésion, lorsqu'il s'agit d'évoquer l'importance de la cohérence de la riposte des Nations Unies au SIDA. M. Sidibe souligne que la Cellule mondiale de réflexion a évité la création de nouvelles structures ou de nouveaux mécanismes, cherchant plutôt à tirer parti des systèmes et institutions déjà en place.

55. Le CCP ayant fait siennes les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, le Dr Piot indique que l'ONUSIDA va élaborer un plan d'action et prendre des mesures immédiates pour mettre en œuvre ces recommandations. En réponse aux questions du CCP concernant la contribution de ce dernier à la coordination des principales parties prenantes, le Dr Piot suggère que le CCP lui-même prenne en main la gestion de ces questions. Il fait remarquer que l'ONUSIDA a réservé les services du Boston Consulting Group pour évaluer les stratégies visant à améliorer la coordination entre les Organismes coparrainants.

56. Au matin du 28 juin, Son Excellence M. l'Ambassadeur Carlos Antonio da Rocha Paranhos ouvre la réunion qu'il présidera jusqu'au dernier jour, au nom du Brésil.

### **3: Document d'orientation politique ONUSIDA : Intensification de la prévention du VIH**

57. Le Document d'orientation politique : Intensification de la prévention du VIH, est présenté par le Dr Purnima Mane (Directrice, Département Mobilisation sociale et Information, ONUSIDA). Le Dr Mane constate que la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA reconnaît la prévention comme le pilier de la riposte au SIDA. Comme l'a demandé le CCP à sa 15<sup>ème</sup> réunion, l'ONUSIDA a collaboré avec diverses parties prenantes afin d'élaborer un document d'orientation politique sur la prévention du VIH, devant être soumis au CCP pour examen et approbation (UNAIDS/PCB(17)/05.03).

58. Le Dr Mane note l'augmentation incessante du nombre de nouveaux cas d'infection, la moitié environ survenant chez les femmes et les jeunes. Les services de prévention du VIH n'atteignent qu'une petite partie des gens qui en ont besoin. Le Dr Mane déclare que l'élargissement de la prévention est la seule issue pour que la riposte au SIDA tienne la route. D'ici 2008, il faudra une somme estimée à US\$ 11,4 milliards pour les activités de prévention du VIH, avec une escalade des coûts à chaque année de retard pris dans la mise en place d'une action efficace.

59. Il existe de nouvelles perspectives de renforcement de la prévention du VIH, affirme le Dr Mane. Les preuves et données d'expérience accumulées jusqu'à présent montrent clairement que la prévention du VIH marche, que le volume des ressources disponibles pour les efforts de prévention a nettement augmenté, que l'engagement des secteurs autres que celui de la santé s'est renforcé, et que l'élargissement de l'accès au traitement offre des possibilités nouvelles de dispenser des services de prévention et de renforcer ce domaine d'activité. Il existe également de nouvelles possibilités de forger des liens avec la santé sexuelle et reproductive et avec d'autres secteurs tels que l'éducation et le monde du travail pour intensifier la prévention du VIH.

60. Le Dr Mane rappelle qu'une action efficace de prévention du VIH repose sur certains principes clés, dont l'application conduit à la formulation de mesures politiques valables et d'interventions programmatiques judicieuses. L'action de prévention doit prendre en compte les caractéristiques des populations auxquelles elle s'adresse, et être adaptée au contexte local, prendre appui sur des preuves, respecter les droits humains et tenir compte de la sexospécificité, englober tous les aspects, avoir une couverture, une intensité et une échelle suffisantes pour produire un impact, prendre appui sur une forte participation communautaire, et s'inscrire dans la durée.

61. Les mesures politiques essentielles en matière de prévention du VIH énoncées dans le document d'orientation politique sont les suivantes : a) inciter toutes les forces d'impulsion à s'exprimer ; b) faire participer les personnes vivant avec le VIH ; c) composer avec les croyances et les normes culturelles ; d) composer avec les normes et les relations sexospécifiques ; e) développer les connaissances et la prise de conscience ; f) relier l'action de prévention à la santé sexuelle et reproductive ; g) mobiliser des ripostes communautaire ; h) mobiliser des ressources et renforcer le potentiel humain et institutionnel ; i) examiner et, s'il y a lieu, réviser les cadres juridiques ; et j) protéger les droits de la personne.

62. Ci-après les mesures préventives essentielles : a) prévenir la transmission sexuelle du VIH ; b) prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant ; c) prévenir la transmission du VIH liée à la consommation de drogues injectables ; d) veiller à la sécurité transfusionnelle ; e) prévenir la transmission du VIH en milieu médicalisé ; f) améliorer l'accès au test et au conseil VIH ; g) intégrer la prévention du VIH aux services de traitement du SIDA ; h) insister sur la prévention du VIH chez les jeunes ; i) offrir l'information et l'éducation en matière de VIH ; et j) faire face et parer au phénomène de stigmatisation et de discrimination liées au VIH.

63. L'ONUSIDA, déclare le Dr Mane, dirigera les efforts des Nations Unies sur le front de la prévention du VIH en encourageant le leadership national et l'auto-détermination, en créant une mouvance en faveur de la prévention du VIH, et en impliquant tous les secteurs et en engageant de nouveaux acteurs. Le Dr Mane annonce que l'ONUSIDA envisage de définir des cibles ambitieuses et de les assortir de l'obligation de rendre compte des résultats obtenus.

A cette fin, l'ONUSIDA va œuvrer dans les domaines suivants : le plaidoyer, l'élaboration de stratégies, l'assistance technique et le renforcement des capacités pour l'élargissement de l'action de prévention, la coordination et l'harmonisation, et la surveillance, le suivi et l'évaluation.

64. Le Dr Mane précise que l'ONUSIDA élaborera d'ici à fin 2005 un plan d'action relatif à la prévention. Ce plan indiquera clairement la répartition des responsabilités entre les Organismes coparrainants et le Secrétariat, sera conçu de manière à tirer parti des points forts de chaque membre de la famille des Nations Unies, favorisera la programmation conjointe en matière de prévention du VIH, et définira un cadre clair de reddition des comptes. Des rapports de situation périodiques seront soumis au CCP. Le Dr Mane indique que l'ONUSIDA collaborera avec les partenaires pour formuler des cibles mondiales relatives à la prévention du VIH.

65. Le CCP complimente l'ONUSIDA sur le document d'orientation politique pour la prévention du VIH. Le CCP confirme que sans accès universel à la prévention, rien ne fera reculer l'épidémie. Le CCP relève que la prévention du VIH doit être fondée sur les droits humains, et ainsi reconnaître aux personnes à risque leur droit d'accès aux outils de prévention à l'efficacité attestée. Pour promouvoir des normes sexospécifiques plus salutaires et réduire la vulnérabilité des femmes et des filles, le CCP confirme la nécessité de centrer également les efforts de prévention du VIH sur les garçons et les hommes. Le CCP note en outre que le soutien politique à la prévention du VIH demeure insuffisant, et qu'il conviendrait de consacrer une part d'activité importante au plaidoyer afin de susciter un engagement et un leadership plus intensifs. A titre d'exemple d'engagement politique, le Kenya est censé promulguer cette année une loi exhaustive sur la prévention du VIH.

66. Le CCP souligne qu'il importe de fonder les efforts de prévention du VIH sur des preuves scientifiques irréprochables. Pour améliorer en continu les outils de prévention du VIH, il faut investir des efforts supplémentaires considérables dans la recherche clinique et interventionnelle. Dans toutes les circonstances, insiste le CCP, les efforts de prévention doivent être adaptés aux paramètres épidémiologiques locaux.

67. Un membre du CCP se déclare préoccupé par le fait que le document d'orientation stratégique a trop fortement mis l'accent sur les interventions biomédicales. Le CCP réaffirme qu'il importe d'accorder encore et encore une très large place aux programmes pour le changement de comportement, composante clé d'une prévention efficace, en restant tout particulièrement attentif aux besoins des jeunes. Il est constaté que le document d'orientation politique ne fait pas mention de la circoncision masculine, qui est un outil clé de prévention du VIH en ce sens qu'il pourrait contribuer, selon des éléments informatifs nouveaux, à réduire le risque de transmission de l'infection.

68. Le CCP se félicite de ce que le document d'orientation politique insiste sur la réduction de la stigmatisation, notant la nécessité d'intégrer le concept de participation accrue des personnes vivant avec le VIH. Le CCP demande également à l'ONUSIDA d'insister comme il se doit sur la nécessité d'efforts de prévention énergiques pour les populations particulièrement vulnérables, telles que les consommateurs de drogues injectables, les professionnel(le)s du sexe, les détenus, et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. Le CCP indique en outre que les efforts de prévention doivent englober tous les aspects, avec une participation active de la société civile et des personnes vivant avec le VIH. Certains membres du CCP proposent l'insertion d'un passage formulé de façon à prendre acte

de l'apport spécial des organisations confessionnelles à l'action de prévention de la transmission du VIH, mais chacun s'accorde finalement pour dire que le document d'orientation politique a suffisamment bien rendu compte de la valeur des contributions des groupes confessionnels dans les passages concernant la participation de la société civile.

69. Les conseils et l'appui de l'ONUSIDA sur le plan technique seront essentiels pour les efforts visant à développer les services de prévention, constate le CCP, dans la mesure où de nombreux pays n'ont actuellement pas la capacité nécessaire pour mettre en œuvre des programmes de prévention aussi rapidement que l'exige la gravité de la situation. Il est important, déclare le CCP, que les Organismes coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA clarifient leurs rôles et responsabilités dans le cadre des travaux de promotion de la prévention du VIH, conformément aux recommandations de la Cellule mondiale de réflexion.

70. Plusieurs membres du CCP rappellent avec force les preuves scientifiques solides démontrant l'efficacité des programmes de réduction des risques et leur contribution à la diminution de la transmission du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables. Il est fait remarquer que la législation américaine interdit l'utilisation des fonds des États-Unis pour le financement des programmes d'échange d'aiguilles et de seringues et que d'autres pays appliquent peut-être ce même type de restrictions. Le CCP détermine que le document d'orientation politique n'oblige aucun donateur à apporter un soutien financier pour des activités qui sont contraires aux lois ou politiques nationales du donateur.

71. Les membres du CCP, et notamment les représentants de la société civile, s'inquiètent que la Section IV ne définisse pas pour l'ONUSIDA une direction claire concernant la mise en œuvre du document d'orientation politique. Le CCP se déclare très satisfait de l'intention de l'ONUSIDA d'élaborer un plan d'action d'ici à fin 2005, et l'invite à utiliser ce processus pour clarifier les rôles et responsabilités de chaque Organisme coparrainant et du Secrétariat.

72. Le Dr Mane remercie le CCP de son intérêt marqué pour ce document d'orientation politique et de l'esprit coopératif dont les délégués ont fait preuve durant le processus de finalisation de ce document, facilité par le Bureau du CCP.

73. A l'issue d'un débat intense, le CCP approuve le document ONUSIDA d'orientation politique sur l'intensification de la prévention du VIH.

#### **4: Budget-Plan de travail intégré pour 2006-2007**

74. Il est demandé au CCP d'examiner et d'approuver le Budget-Plan de travail intégré pour 2006-2007 (UNAIDS/PCB(17)/05.4).

75. Le Budget-Plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour 2006-2007 est présenté par le Dr Werasit Sittitrai (Directeur, Département Développement du Programme, Coordination et Relations avec le Système des Nations Unies, ONUSIDA). Le Dr Werasit note que le Budget-Plan de travail intégré pour le prochain exercice a été élaboré, et est soumis à l'examen du CCP, dans un contexte caractérisé par une évolution rapide de l'épidémie de SIDA et de la riposte mondiale. L'épidémie continue de progresser, mais la prise de conscience s'est accrue et le leadership s'est renforcé. Le volume des fonds pour financer la riposte mondiale a nettement augmenté, et l'accès aux services de traitement et aux services de prévention, bien que toujours insuffisant, s'est élargi.

76. S'il est vrai que la riposte mondiale prend un tour prometteur, il faut néanmoins faire face à des obstacles nouveaux majeurs. Des goulots d'étranglement à l'échelon pays continuent de ralentir la mise en œuvre et l'expansion de stratégies clés, et le degré d'intensification de la riposte demeure insuffisant dans la plupart des pays. A mesure que de nouveaux acteurs s'engagent dans la riposte mondiale, l'urgence en matière de coordination se fait plus que jamais pressante. Plus la riposte mondiale gagne en ampleur et en complexité, plus le système multilatéral a d'espoirs mis en lui.

77. Le Dr Werasit note que l'ONUSIDA est unique en son genre au sein du système des Nations Unies, qu'il est le seul programme commun organisé autour d'une question thématique spécifique, avec des plans de travail communs et budgets correspondants regroupant 10 Organismes coparrainants et un Secrétariat. L'ONUSIDA entend relever les défis auxquels la riposte mondiale se trouve confrontée en apportant un soutien technique aux pays, ou en facilitant l'apport extérieur de ce soutien, et en renforçant la coordination des efforts à la fois au sein et au-delà du système des Nations Unies. L'ONUSIDA se veut entreprenant, et non attentiste, les résultats concrets à l'échelon pays représentant l'ultime constat de réussite.

78. L'orientation de l'ONUSIDA a changé au fil de l'évolution de l'épidémie. Par rapport aux débuts du Programme, le plaidoyer a cédé un peu de sa suprématie au profit, aujourd'hui, de l'appui aux pays pour la mise en œuvre de programmes solides de lutte contre le SIDA. L'accent mis les toutes premières années sur l'action mondiale a été transposé sur l'action à l'échelon pays. Alors que les activités au niveau mondial l'emportaient quelque peu sur les travaux à l'échelon pays dans le Budget-Plan de travail intégré 2002-2003, les dépenses pour les activités de l'ONUSIDA aux échelons région et pays seront en 2006-2007 nettement supérieures à celles consacrées aux efforts au niveau mondial.

79. Le Dr Werasit explique que certains principes clés sous-tendent le Budget-Plan de travail intégré 2006-2007 : a) leadership national et auto-détermination nationale ; b) alignement et harmonisation des rôles respectifs des Organismes coparrainants et du Secrétariat ; c) détermination à maximaliser l'efficacité de la riposte multilatérale ; d) transparence concernant à la fois les contributions respectives des Organismes coparrainants et du Secrétariat, et les résultats concrets obtenus ; et e) solidité et amélioration de la responsabilisation, avec notamment des évaluations approfondies des performances durant le prochain exercice.

80. Le Budget-Plan de travail intégré regroupe les activités et les enveloppes budgétaires sous trois catégories différentes : a) activités entreprises par l'un des 10 Organismes coparrainants de l'ONUSIDA ; b) travaux conduits par le Secrétariat de l'ONUSIDA ; et c) activités interinstitutions englobant le travail mené conjointement par les Organismes coparrainants de l'ONUSIDA et le Secrétariat. Ces composantes constituent à elles trois un seul et unique plan de travail cohérent pour 2006-2007. En 2006-2007, le BPTI alloue US\$ 120,7 millions pour les activités de chacun des Organismes coparrainants, US\$ 115,4 millions pour le Secrétariat, et US\$ 84,4 millions pour les activités interinstitutions. Le Dr Werasit précise que l'augmentation de US\$ 70 millions demandée (US\$ 35 millions par an) représente la somme minimum requise pour permettre à l'ONUSIDA d'être à la hauteur des attentes du CCP et de la communauté internationale. Le Dr Werasit indique que l'augmentation tient compte de la faiblesse du dollar des Etats-Unis par rapport aux autres devises. Il note que le BPTI proposé n'intègre pas les augmentations qui risquent d'être nécessaires pour que l'ONUSIDA puisse satisfaire aux recommandations



de la Cellule mondiale de réflexion. Le budget ONUSIDA proposé pour 2006-2007 va susciter l'apport de ressources additionnelles substantielles, sachant que les Organismes coparrainants ont nettement augmenté leur propre contribution aux efforts dans le domaine du SIDA et prévoient de mobiliser un supplément de ressources important pour le prochain exercice.

81. En réponse à la demande du CCP de rationaliser et de simplifier le BPTI, le nombre de résultats clés a été abaissé de 487 en 2004-2005 à 49 pour 2006-2007. Ces résultats clés viennent à l'appui des 16 résultats principaux. Des indicateurs ont été élaborés pour chaque résultat clé et pour chaque résultat principal, afin de mesurer les progrès de l'ONUSIDA au cours du prochain exercice biennal.

82. Le CCP accueille favorablement le BPTI 2006-2007 et complimente l'ONUSIDA sur les améliorations significatives apportées aux versions précédentes de cet instrument. Le CCP déclare que le BPTI 2006-2007 donne un aperçu plus clair, mieux défini, des objectifs et résultats attendus, et reflète la marche en avant vers la réforme des Nations Unies. La réduction du nombre de résultats clés dans le BPTI suscite une vive approbation.

83. Le CCP complimente l'ONUSIDA également pour l'inclusion d'indicateurs de performance dans le BPTI. Des préoccupations sont exprimées concernant le nombre encore élevé d'indicateurs et le caractère vague de certains de ces indicateurs. Le CCP relève que les indicateurs sont parfois insuffisamment clairement reliés aux résultats clés et aux résultats principaux.

84. Les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, est-il avancé, proposent une approche nouvelle et novatrice pour améliorer la responsabilité et la transparence – par exemple : relier les allocations budgétaires consignées dans le BPTI aux performances attestées.

85. Les membres du CCP déclarent que le BPTI pour 2006-2007 permet de comprendre clairement les rôles, les responsabilités et les contributions de chacun des Organismes coparrainants. Le CCP relève qu'un complément de transparence s'impose en ce qui concerne l'affectation de ressources du budget de base à chacun des Organismes coparrainants. Les Organismes coparrainants, est-il noté, n'ont pas tous fait rapport à leurs organes directeurs respectifs, ainsi qu'il en avait été convenu, sur la façon dont les enveloppes budgétaires du BPTI ont été dépensées. Le CCP recommande que l'ONUSIDA affine encore le degré de prise en compte, dans le BPTI, des pôles d'excellence de chacun des Organismes coparrainants.

86. Le leadership et le plaidoyer, au cœur de la mission de l'ONUSIDA, suscitent un débat entre les membres du CCP. Le CCP conseille d'expliquer plus clairement en quoi consistent les activités énoncées dans cette section du BPTI. En particulier, il est demandé que le BPTI décrive la façon dont l'ONUSIDA entend promouvoir le leadership à l'échelon pays. Le CCP appuie avec force l'idée d'une Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA active et dotée des ressources appropriées, et déclare que la Coalition doit avoir un plan de travail concret s'articulant autour de grandes orientations.

87. Le CCP constate la description insuffisante qui est faite dans le BPTI des activités interinstitutions, lesquelles représentent 26% des dépenses proposées pour 2006-2007. Un membre du CCP relève en outre, s'agissant de l'enveloppe pour les activités mondiales, que le montant pour les Organismes coparrainants est d'une hauteur disproportionnée, et propose

pour le prochain BPTI de prendre plus nettement comme base de départ l'action réellement menée à l'échelon pays. Est également regretté le manque de clarté concernant les montants de ressources propres que les Organismes coparrainants consacrent aux activités SIDA.

88. Un membre du CCP propose d'ajouter du dynamisme aux prochains BPTI, avec la création de mécanismes permettant de modifier les stratégies, les activités et les enveloppes budgétaires de façon à répondre davantage en temps voulu aux besoins émergents. Le CCP déclare ne pas très bien discerner la façon dont le BPTI est relié au Cadre stratégique du système des Nations Unies, ni les incidences des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion sur le plan de travail de l'ONUSIDA et sur les enveloppes budgétaires pour 2006-2007.

89. Le CCP note que le BPTI pour 2006-2007 propose une hausse importante du financement par rapport aux montants approuvés pour 2004-2005. Des membres du CCP expliquent que l'arrivée de nouveaux Organismes coparrainants et l'accroissement des exigences pesant sur le système des Nations Unies justifient parfaitement une telle hausse. Le CCP déclare que l'indispensable augmentation des besoins budgétaires de l'ONUSIDA n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins accrus en ressources supplémentaires nécessaires pour financer la riposte au SIDA.

90. Un membre du CCP se demande si le BPTI reflète suffisamment la nécessité d'une action effective en Afrique subsaharienne. Selon un membre de ce CCP, seulement 20% environ des ressources pour 2006-2007 vont à l'Afrique subsaharienne, alors que la région détient un pourcentage de 70% de personnes vivant avec le VIH. Un autre membre du CCP constate que les activités de réduction des risques semblent être totalement absentes des 16 résultats concrets principaux du BPTI. Les membres du CCP s'expriment en faveur d'une action appropriée réellement menée dans un ensemble de domaines, notamment le renforcement des capacités du secteur de la santé, la prévention de la transmission mère-enfant, la promotion de l'usage du préservatif auprès des filles et des jeunes femmes, et les réformes politiques pour l'émancipation des femmes et des filles.

91. En réponse aux commentaires du CCP, le Dr Werasit affirme que l'action concrète à l'échelon pays est l'objectif central du BPTI 2006-2007, les activités aux échelons pays et région comptant pour environ deux tiers du budget de base. Les activités interinstitutions, explique le Dr Werasit, représentent les efforts conjoints en vertu desquels chaque Organisme coparrainant s'engage par rapport à tel ou tel résultat concret, la coordination des travaux étant assurée par une organisation coordonnatrice bien précise. Les membres du groupe spécial des Organismes coparrainants créé durant le processus d'élaboration du BPTI se sont entendus sur les domaines de travail précis que les ressources interinstitutions financeraient. Le Dr Werasit se félicite de cet éclairage sur le plaidoyer à l'échelon pays, et il indique que l'ONUSIDA s'emploie à améliorer le plaidoyer en appuyant l'élaboration de plans de plaidoyer nationaux et en facilitant les initiatives régionales de plaidoyer, telles que le Forum Asie-Pacifique sur le Leadership.

92. Le Dr Werasit déclare que les priorités du BPTI sont conformes au Cadre stratégique du système des Nations Unies. Les mécanismes de coordination des Nations Unies dans les pays sont la tribune appropriée pour garantir les liens programmatiques entre ces deux processus. Le Dr Werasit relève que la Cellule mondiale de réflexion a formulé ses recommandations après l'élaboration du BPTI, mais qu'il y a une réelle concordance entre les

deux documents dans les domaines clés, tels que le suivi et l'évaluation, la coordination, l'alignement, et l'appui technique. Le Dr Werasit rappelle qu'aucun financement n'est prévu dans le BPTI pour satisfaire aux exigences supplémentaires que suppose pour l'ONUSIDA la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion et qu'un processus est en cours pour établir le coût de cette mise en œuvre. Il ajoute qu'il faudra peut-être un supplément de fonds pour couvrir ce coût.

93. Plusieurs Organismes coparrainants réagissent aux commentaires du CCP concernant le BPTI. Les Organismes coparrainants se déclarent ouverts à d'autres moyens de faire rapport sur les activités SIDA à leurs organes directeurs respectifs, mais, disent-ils, les organes directeurs sont parfaitement au courant des activités des Organismes coparrainants prévues dans le BPTI. Des réunions conjointes entre les représentants des organes directeurs des Organismes coparrainants sont déjà prévues et la tenue de réunions conjointes supplémentaires est envisagée. Les Organismes coparrainants précisent que le BPTI reflète les délibérations ayant permis de déterminer que tel ou tel Coparrainant est le mieux placé pour assumer telle ou telle tâche. Des plans de travail, est-il noté, sont actuellement en cours d'élaboration pour chacun des sept domaines de travail de la Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA. Les Organismes coparrainants soulignent que le BPTI est conçu de façon à susciter l'apport de ressources supplémentaires ; l'UNFPA, par exemple, reçoit US\$ 7 millions au titre du BPTI ; mais il alloue aux activités VIH/SIDA un montant estimé à US\$ 70 millions pris sur ses ressources propres.

94. Le Dr Piot déclare que l'ONUSIDA se rallie à l'avis du CCP, selon lequel un processus de budgétisation plus dynamique permettrait de réagir aux priorités émergentes, et donnerait à l'ONUSIDA la possibilité de repérer les activités éventuellement devenues obsolètes. En ce qui concerne les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, le Dr Piot précise que certaines impliquent des dépenses supplémentaires, d'autres n'auront d'incidences financières ni dans un sens ni dans l'autre, et d'autres feront faire des économies. L'ONUSIDA, indique le Dr Piot, entend faire en sorte que le coût de toutes les recommandations soit établi d'ici au 15 juillet, ajoutant que les augmentations de ressources nécessaires ne concerneront vraisemblablement que l'action à l'échelon pays. Sachant qu'il n'y a qu'une seule réunion du CCP par an et qu'il n'y a aucun mécanisme officiel pour faciliter la souplesse budgétaire, le Dr Piot propose que le CCP tienne un débat complet sur cette question dans un avenir proche et convienne d'un rouage qui permettra l'apport de modifications stratégiques au BPTI.

95. Le Dr Piot souligne l'amélioration apportée au BPTI avec la définition d'indicateurs, mais il reconnaît que certains de ces indicateurs pour 2006-2007 sont faibles. Il note qu'il est problématique de formuler des indicateurs pointus pour mesurer, par exemple, la participation de la société civile. L'ONUSIDA continue de s'évertuer à élaborer des indicateurs solides, exhaustifs, indique le Dr Piot, et il promet de progresser encore dans ce domaine.

96. L'ONUSIDA a beaucoup avancé dans ses travaux pour améliorer ses rouages internes de suivi, précise le Dr Piot, ajoutant que le travail de normalisation du suivi relève de l'exploit, les 10 Organismes coparrainants regroupant un ensemble varié de cultures et de méthodes de gestion. Le Dr Piot annonce que des travaux sont en cours pour évaluer les modalités de rapport aux organes directeurs de chaque Organisme coparrainant, concernant le SIDA. Il invite les membres du CCP à profiter de leur présence au sein des organes directeurs des Organismes coparrainants pour rendre compte suffisamment et en temps voulu de leurs activités dans le domaine du SIDA.

97. Le Dr Piot se déclare convaincu que l'ONUSIDA dépensera effectivement l'augmentation proposée pour 2006-2007. Il note que le pourcentage des dépenses du Programme avoisine régulièrement les 100% et que l'ONUSIDA utilise à bon escient les fonds budgétés. Evoquant les tendances de l'économie au niveau mondial, l'augmentation du soutien pour l'aide au développement, et le fait que plusieurs grandes économies ne contribuent pas encore à l'ONUSIDA, le Dr Piot se déclare optimiste quant à la possibilité pour l'ONUSIDA de mobiliser les fonds nécessaires au financement du BPTI 2006-2007.

98. A l'issue de ce débat, le CCP approuve les stratégies et approches consignées dans le BPTI pour 2006-2007 (UNAIDS/PCB(17)/05.4). Le CCP approuve le budget de base de US\$ 320,5 millions ainsi que la répartition proposée, à savoir : US\$ 120,7 millions pour les Organismes coparrainants ; US\$ 115,4 millions pour le Secrétariat ; et US\$ 84,4 millions pour les activités interinstitutions. Le CCP prend note des prévisions de suppléments budgétaires pour les Organismes coparrainants, le Secrétariat et les activités interinstitutions.

### **5: Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA pour 2006–2010**

99. Le Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA est présenté par le Dr Werasit (Directeur, Département Développement du Programme, Coordination et relations avec le système des Nations Unies, ONUSIDA). Le Dr Werasit note que le CCP avait approuvé le Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005. Le rapport d'exécution à mi-parcours a apporté la preuve que ce Plan a renforcé l'engagement et la coordination de l'action au sein du système des Nations Unies, déclare le Dr Werasit.

100. Pour encore affiner l'orientation stratégique du système des Nations Unies, le Secrétariat de l'ONUSIDA a élaboré le Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA pour 2006-2010. Le Dr Werasit déclare que cette nouvelle approche de coordination stratégique au sein des Nations Unies a donné lieu à l'introduction de plusieurs innovations, dont la formulation d'une finalité bien claire et d'un ensemble d'objectifs à l'appui de la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA, la définition de mécanismes de coordination des Nations Unies aux niveaux mondial et pays, ainsi qu'un plan concret pour le suivi des performances. Le BPTI reflète les plans des Organismes coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA intégrés dans le nouveau Cadre stratégique du système des Nations Unies. Les mécanismes de coordination dans les pays, tels que les Equipes de pays des Nations Unies, les Groupes thématiques des Nations Unies, et les Plans d'appui à la mise en œuvre de la lutte contre le SIDA des Nations Unies seront les premiers véhicules de l'appui coordonné des Nations Unies aux ripostes nationales au SIDA. Le Dr Werasit note que les rapports d'exécution des plans de chaque organisation relatifs au SIDA seront soumis aux organes directeurs des organisations des Nations Unies. En outre, un rapport d'activité portant sur l'ensemble du système des Nations Unies sera soumis au CCP tous les deux ans.

101. Le CCP accueille favorablement le Cadre stratégique du système des Nations Unies et se félicite des améliorations significatives que ce Cadre représente par rapport au Cadre stratégique du système des Nations Unies 2001-2005. Il importe, souligne le CCP, que l'esprit de coopération transparaissant dans le Cadre stratégique des Nations Unies ait pour expression concrète une plus grande cohérence et une efficacité accrue à l'échelon pays. Un membre du CCP demande en quoi le Cadre stratégique est relié au BPTI. Un autre membre soulève la question du financement des plans de chacune des organisations des Nations Unies

relatifs au SIDA. Deux membres du CCP rappellent l'impératif de responsabilisation accrue dans le domaine du SIDA au sein du système des Nations Unies, et demandent en quoi le Cadre stratégique va servir cet objectif. D'autres membres du CCP déclarent ne pas bien discerner comment le Cadre stratégique est relié aux recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ou au programme de réforme des Nations Unies.

102. En réponse aux commentaires du CCP, le Dr Werasit déclare que les huit objectifs stratégiques consignés dans le Cadre stratégique du système des Nations Unies sont étroitement reliés aux résultats clés indiqués dans le BPTI. En vertu du Cadre stratégique, explique le Dr Werasit, les objectifs et les réalisations seront examinés tous les deux ans, ce qui favorise la responsabilisation et permet de réajuster le cadre en fonction des priorités émergentes et compte tenu de la nature évolutive de l'épidémie. Le Cadre appelle l'exercice d'une responsabilité accrue et une meilleure reddition des comptes de la part de chaque organisation des Nations Unies. Par exemple, les organes directeurs des organisations des Nations Unies sont tenus d'examiner périodiquement la mise en œuvre de leur propre plan d'action contre le SIDA. Le Groupe consultatif interinstitutions sur le SIDA contribuera à la coordination sur une base permanente, et effectuera un examen annuel des progrès dans la mise en œuvre des différents plans. Le Dr Werasit ajoute que le Cadre stratégique du système des Nations Unies est en conformité avec les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion.

103. En réponse aux commentaires des membres du CCP, le Dr Piot souligne la nécessité de procéder à un examen du concept du Cadre, afin d'en évaluer la valeur ajoutée à la lumière des tout derniers faits marquants concernant l'alignement et l'harmonisation de l'action contre le SIDA.

## **6: Autre information**

### **6.1 Point sur la mise en œuvre des «Trois Principes»**

104. Le CCP prend acte d'un rapport soumis par l'ONUSIDA concernant l'avancement de la mise en œuvre des «Trois Principes». Ce rapport est présenté par M. Sidibe (Directeur, Département Appui aux Pays et aux Régions, ONUSIDA), au titre du point 2 de l'ordre du jour. Parmi les faits marquants intervenus depuis la dernière réunion du CCP en décembre 2004, il y a notamment eu la réunion de haut niveau qui s'est tenue à Londres le 9 mars 2005, et qui a débouché sur l'approbation de cibles et d'actions de même que sur la création de la Cellule mondiale de réflexion ; le plaidoyer massif aux niveaux régions et pays ; l'intensification de la collaboration avec 12 pays phares, au moyen d'évaluations et de missions ; et les progrès faits par les pays concernant l'application des «Trois Principes», y compris le repérage des obstacles à la mise en œuvre.

105. Le CCP remercie l'ONUSIDA de son rapport, appuie avec force la mise en œuvre rapide des «Trois Principes», et complimente l'ONUSIDA pour son assistance accrue aux pays. Les membres du CCP reconnaissent que les «Trois Principes» sont plus difficiles à appliquer concrètement qu'à formuler. Les membres du CCP déclarent que les employés du siège des Organismes coparrainants doivent intensifier leurs efforts pour que le personnel dans les pays se rallie aux priorités et aux mécanismes de coordination définis par les pays eux-mêmes. Plusieurs membres du CCP indiquent que l'élan en faveur des «Trois Principes» produit déjà un impact, amenant les partenaires à travailler en collaboration plus étroite, et guidant leurs efforts destinés à renforcer les ripostes nationales au SIDA. Un membre du CCP déclare que le système des Nations Unies doit améliorer son rayonnement si la mise en œuvre

des «Trois Principes» en Europe orientale et en Asie centrale veut avoir des chances de réussir. Le représentant de l'Afrique du Sud se déclare préoccupé par l'affaiblissement des secteurs de la santé publique, avec des agents de santé qui quittent le service pour de multiples raisons, et il lance un appel pour que des solutions créatives soient trouvées afin de renforcer et de retenir le capital humain.

106. Le CCP encourage la participation accrue de la société civile à la mise en œuvre des «Trois Principes». Il est fait remarquer que le Réseau international d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA et l'Alliance internationale contre le VIH/SIDA ont publié conjointement un document d'orientation politique qui a trait à la société civile, contenant notamment un ensemble de recommandations, et portant sur les «Trois Principes». En juillet 2005, lors d'une réunion de la société civile coparrainée par le Secrétariat de l'ONUSIDA, chacun s'est accordé pour reconnaître qu'il importait d'avoir des cibles claires, qu'une aide en matière de développement de la capacité s'imposait, et que l'instauration de processus inclusifs à l'échelon pays constituait un impératif.

107. Le CCP note spécifiquement la nécessité d'harmoniser et de renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation. La multiplicité des indicateurs et systèmes de suivi et d'évaluation, constate le CCP, contribue à la fragmentation et entrave les efforts tentés pour obtenir une photographie bien nette de la situation relative à l'épidémie.

108. Se félicitant de cet engouement pour la mise en œuvre des «Trois Principes», M. Sidibe souligne qu'il importe de passer de la théorie à la pratique. Il note que l'ONUSIDA se lance dans un projet sur deux ans aux côtés de la Fédération de Russie, afin d'accélérer la mise en œuvre des «Trois Principes». L'ONUSIDA a contribué à faire en sorte que la société civile soit en première ligne pour la mise en œuvre des «Trois Principes» au Nigéria ; et en Haïti, le Premier Ministre en personne participe aux débats sur ce sujet. Des visites conjointes impliquant le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, les donateurs bilatéraux et les partenaires multilatéraux ont été effectuées dans quatre pays durement touchés – Kenya, Mozambique, Ouganda et Swaziland – afin d'encourager la mise en œuvre rapide des «Trois Principes». Le Fonds mondial demande aux pays de faire rapport sur la mise en œuvre des «Trois Principes» dans les propositions qui lui seront soumises dans le cadre du cinquième cycle de financement ; les Equipes de pays des Nations Unies utilisent de façon novatrice les Fonds d'Accélération programmatique afin de stimuler l'application des «Trois Principes» ; et l'ONUSIDA étudie actuellement avec les Etats-Unis une formule d'action conjointe à l'appui des «Trois Principes». M. Sidibe assure également que les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion renforceront les efforts destinés à faciliter la mise en œuvre des «Trois Principes».

## **6.2 Informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2004-2005 et mise à jour financière au 31 mars 2005**

109. Les informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2004-2005 et la mise à jour financière au 31 mars 2005 sont présentées par le Dr Werisit (Directeur, Département Développement du Programme, Coordination et relations avec le système des Nations Unies, ONUSIDA). Le Dr Werisit résume les conclusions contenues dans le document «Informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2004-2005 et mise à jour financière au 31 mars 2005» (UNAIDS/PCB(17)/05/7.2).

110. Au 31 mars 2005, l'ONUSIDA avait reçu US\$ 184 millions en contributions, soit 68% du montant nécessaire pour financer le BPTI 2004-2005 (270,5 millions). Les recettes additionnelles reçues depuis le 31 mars 2005 ont porté le total des recettes à US\$ 238,2 millions, soit 88% des besoins financiers pour l'exercice 2004-2005. Sur le total des montants reçus au 31 mars 2005, plus de 96% correspondent aux contributions effectives de 30 gouvernements ; en ce qui concerne le reste, il s'agit de fonds reçus par la Banque mondiale (2,2%), d'intérêts sur le revenu (1,2%) et de dons divers (0,1%). Au nom du Directeur exécutif de l'ONUSIDA, le Dr Werasit remercie tous les gouvernements et les autres contributeurs de leur engagement et de leur soutien financiers.

111. Les dépenses programmatiques (notamment les versements aux Organismes coparrainants) se montaient à US\$ 207,8 millions au 31 mars 2005, et cela, grâce au report de fonds de l'exercice précédent et aux contributions reçues au cours de cet exercice. Le taux de dépense égal à 77% au 31 mars 2005 porte à croire que d'ici au 31 décembre 2005, l'ONUSIDA aura dépensé la totalité des fonds qui lui auront été versés, ou dont il attend le versement. Si les recettes et les dépenses suivent le cours attendu, l'ONUSIDA propose que les US\$ 60,2 millions provenant du report de fonds des exercices précédents soient gardés en réserve pour de nouveau permettre le versement en temps voulu, en janvier 2006 de 50% de la part qui revient à chaque Organisme coparrainant, selon le BPTI 2006-2007, le but étant de garantir la continuité des activités au moment du passage au nouvel exercice. En outre, l'ONUSIDA propose d'affecter US\$ 7,8 millions en fonds de contrepartie pour soutenir les initiatives prioritaires, telles que les activités en rapport avec les «Trois Principes», l'intensification de la prévention du VIH, l'examen et l'analyse des activités du Comité des Organismes coparrainants, et les investissements dans les technologies de l'information accompagnant la construction du nouveau bâtiment ou nécessaires pour renforcer le travail à l'échelon pays. L'ONUSIDA propose également d'allouer US\$ 10 millions du report de fonds au Fonds de réserve qui est actuellement de US\$ 25 millions, ce qui le portera à US\$ 35 millions.

112. Le CCP prend note de ces informations financières intermédiaires et remercie l'ONUSIDA de cet exposé clair. Un membre du CCP demande s'il serait possible d'utiliser le solde avant la fin de l'année, un autre se demande s'il ne vaudrait pas mieux allouer ce solde aux Fonds d'accélération programmatique, plutôt qu'au Fonds de réserve, un autre encore demande si les allocations, aux Organismes coparrainants du report de fonds anticipé et suivant vaut pour l'ensemble des 10 Organismes coparrainants. En réponse, le Dr Werasit indique que si les recettes le permettent, l'intention du Dr Piot est d'utiliser immédiatement tout solde disponible plutôt qu'à la fin de l'année. Il dit également que le projet d'alimenter le fonds de réserve s'apparente aux bonnes pratiques financières d'autres programmes et organismes des Nations Unies à financement volontaire. Le Dr Werasit confirme que l'allocation aux Organismes coparrainants du solde anticipé en janvier 2006 tiendra compte de ce à quoi chacun des 10 Organismes coparrainants peut prétendre en vertu du BPTI.

113. Ayant pris note du rapport intérimaire, le CCP fait sienne la proposition du Directeur exécutif d'utiliser le solde anticipé à la fin de l'année 2005. Le CCP invite à nouveau les gouvernements donateurs et les autres contributeurs à débloquer leur contribution au BPTI pour 2004-2005 dès que possible, s'ils ne l'ont pas déjà fait.

## **7: Prochaine réunion du CCP**

114. Le Président annonce que la 18<sup>ème</sup> réunion du CCP aura lieu les 27 et 28 juin 2006 à Genève.

## **8: Autres questions**

115. Le CCP est informé qu'une note de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA a été insérée, pour information, dans la documentation distribuée durant la réunion.

116. Un membre du CCP constate qu'un sujet sur le SIDA et la sécurité a été retiré de l'ordre du jour ; il est souhaité que ce sujet soit débattu lors d'une prochaine réunion du CCP. Le Dr Piot informe le CCP qu'il a demandé le retrait du document sur le SIDA et la sécurité, souhaitant que le sujet soit traité ultérieurement, en allant au-delà du cadre des services en uniforme, et en englobant les travaux des Organismes coparrainants sur ce thème. Le Dr Piot indique que l'ONUSIDA a l'intention de soumettre un rapport au Conseil de Sécurité des Nations Unies lors d'une session spéciale le 18 juillet 2005, à titre d'éclairage sur la mise en œuvre de la Résolution 1308 du Conseil de Sécurité, qui traite la problématique VIH/SIDA dans le contexte des opérations internationales de maintien de la paix.

## **9: Adoption des décisions, recommandations et conclusions**

117. Les décisions, recommandations et conclusions concernant chaque point de l'ordre du jour de la 17<sup>ème</sup> réunion du CCP ont été formulées par le groupe de rédaction, puis examinées et adoptées en plénière avant la clôture de la réunion. Ces décisions, recommandations et conclusions constituent l'Annexe II du présent rapport.

118. Le Dr Piot remercie le CCP de l'esprit positif de la réunion. Il remercie également le Luxembourg, qui a fait don à l'ONUSIDA de fonds initialement destinés à financer l'achat de cadeaux pour l'ensemble des délégations présentes au tout dernier sommet européen. Le Dr Piot note également que d'ici à la prochaine réunion du CCP, le Secrétariat se sera installé dans son nouveau bâtiment actuellement en construction, dont la Confédération Helvétique assume en grande partie le financement.

119. Le Président remercie toutes les délégations de leur présence et de l'excellence de leur travail, avec une mention spéciale pour les efforts de la délégation brésilienne.



## ANNEXE I



UNAIDS/PCB(17)/05.1/Rev.2  
24 juin 2005

### CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

**Dix-septième réunion**

**Date: 27-29 juin 2005**

**Lieu: Salle du Conseil exécutif, Organisation mondiale de la Santé, Genève, Suisse**

**Horaires: 09h00 - 12h30 et 14h00 - 18h00**

#### Ordre du jour provisoire

1. Ouverture :
  - 1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire
  - 1.2 Election du bureau
  - 1.3 Examen des rapports de la quinzième et de la seizième réunion
  - 1.4 Rapport du Directeur exécutif
  - 1.5 Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants
  - 1.6 Rapport du représentant des ONG
2. Rapport de la Cellule mondiale de réflexion sur l'amélioration de la coordination du SIDA parmi les institutions multilatérales et les donateurs internationaux
3. ONUSIDA Document d'orientation politique ; Intensification de la prévention du VIH
4. Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA 2006-2007
5. Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA 2006-2010
6. Autre information :
  - 6.1 Progrès de la mise en œuvre des « Trois Principes »
  - 6.2 Informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2004-2005 et mise à jour financière au 31 mars 2005
7. Prochaine réunion du CCP
8. Autres questions
9. Adoption des décisions, recommandations et conclusions

## ANNEXE II



### CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

**Dix-septième réunion**  
**27-29 juin 2005**

#### **Décisions, Recommandations et Conclusions**

##### **Point 1.1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire**

1. Le Conseil de Coordination du Programme adopte l'ordre du jour provisoire.

##### **Point 1.2 de l'ordre du jour : Election du bureau**

2. Le Brésil est élu Président, la Suède Vice-Président et la Chine Rapporteur de la dix-septième réunion du Conseil de Coordination du Programme.

##### **Point 1.3 de l'ordre du jour : Examen des rapports de la quinzième et de la seizième réunion**

3. Le Conseil de Coordination du Programme adopte les rapports de ses quinzième et seizième réunions.

##### **Point 1.4 de l'ordre du jour : Rapport du Directeur exécutif**

4. Prenant note des réalisations de l'ONUSIDA au cours du dernier exercice biennal, et reconnaissant les nombreux défis que continuent à représenter la riposte au SIDA et les obstacles que l'ONUSIDA doit surmonter, le Conseil de Coordination du Programme :

4.1 appuie les efforts de l'ONUSIDA qui milite pour que davantage de ressources soient consacrées à l'action contre le SIDA, et qui préconise d'étudier la possibilité de recourir à des moyens novateurs pour élargir la base de financement sur les plans national et international ;

4.2 appuie également les efforts déployés par l'ONUSIDA pour repérer les obstacles à la mise en œuvre efficace de programmes de lutte contre le SIDA et aider les pays à surmonter ces obstacles, et pour accélérer la mise en œuvre en faisant appel aux capacités nationales et régionales moyennant ses dispositifs d'appui technique, son

entremise pour faciliter la coopération horizontale, le renforcement de sa propre capacité dans ce domaine, et la collaboration avec les partenaires nationaux, la société civile et les donateurs afin de mieux définir la nature et l'ampleur du problème et la manière dont les politiques et programmes peuvent être améliorés ;

4.3 exhorte le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA ainsi que les Equipes pays des Nations Unies à renforcer leur soutien à une plus grande cohérence et responsabilisation de l'action contre le SIDA, par l'adoption et la mise en œuvre des «Trois Principes» dans tous les pays, l'intégration de l'harmonisation de la lutte contre le SIDA dans le programme plus vaste de développement tout en continuant à reconnaître le caractère exceptionnel de la maladie, et la consolidation de la coordination et de l'harmonisation des mesures de suivi et d'évaluation ;

4.4 reconnaissant l'importance d'une approche globale du SIDA, engage l'ONUSIDA à continuer à apporter son concours aux pays pour l'élaboration de stratégies de lutte contre le SIDA basées sur le concret, y compris ne rien négliger pour assurer l'accès universel aux services de prévention, de traitement et de soins ;

4.5 reconnaissant qu'il est tout aussi important d'assurer une riposte permanente à l'épidémie mondiale de SIDA, engage l'ONUSIDA à mettre au point des modalités à long terme pour la riposte mondiale au SIDA qui tiennent compte de ce qui suit : financement durable de services complets de prévention, traitement, soins et prise en charge psychologique du VIH ; établissement d'un lien entre la lutte contre le SIDA et le programme de développement au sens large ; ininterruption de la dynamique politique actuelle et de la sensibilisation de l'opinion publique concernant le SIDA – afin de promouvoir et appuyer les initiatives qui s'attaquent aux obstacles constants au développement, ainsi qu'aux répercussions sociales, démographiques et économiques du SIDA ;

4.6 engage l'ONUSIDA à mettre au point une stratégie et à continuer à mobiliser une riposte réellement plurielle au SIDA, y compris promouvoir et faciliter l'inclusion de la société civile, des personnes vivant avec le VIH et avec le SIDA et du secteur privé dans les ripostes nationales et internationales au SIDA, et obtenir pour les organisations de la société civile un plus grand soutien administratif pour les demandes de subvention et la mise en œuvre de programmes.

#### **Point 1.5 de l'ordre du jour : Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants**

5. Notant avec satisfaction le Rapport du président du Comité des Organismes coparrainants, le Conseil de Coordination du Programme:

5.1 accueille favorablement les initiatives conjointes à l'échelle du programme entreprises par l'ONUSIDA et menées par divers coparrainants et dans certains cas par le Secrétariat, note leurs réalisations et activités plurisectorielles les plus importantes et se félicite de l'engagement dont font preuve les Coparrainants en ce qui concerne les défis à relever eu égard à la lutte contre le SIDA ;

5.2 invite les Coparrainants et le Secrétariat à continuer à renforcer les partenariats de l'ONUSIDA, notamment au niveau des pays, ainsi que les modalités de travail collectif des Coparrainants et contribuer ainsi à une action globale contre le SIDA.

**Point 1.6 de l'ordre du jour : Rapport du représentant des ONG**

6. Le Conseil de Coordination du Programme accueille avec satisfaction le rapport des organisations non gouvernementales et voit en la société civile un partenaire essentiel, et
  - 6.1 demande instamment à l'ONUSIDA de diriger l'élaboration d'une stratégie à long terme qui permette l'accès de la société civile à des fonds pour financer et maintenir le développement de leur énorme contribution en ressources humaines à la mise en oeuvre des activités de prévention, de soins, de traitement et de prise en charge psychologique du VIH partout dans le monde.

**Point 2 de l'ordre du jour : Rapport de la Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA**

7. Se félicitant du travail rapide, de haut niveau et hautement participatif de la Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA, le Conseil de Coordination du Programme:
  - 7.1 approuve l'ensemble des recommandations formulées dans le rapport final du 14 juin de la Cellule mondiale de réflexion et note l'importance cruciale de l'adhésion des pays ;
  - 7.2 exhorte les Coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA – et invite le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme – à élaborer des plans d'action et à mettre en oeuvre, dans les délais impartis, les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion tout en poursuivant sur la lancée de celle-ci ;
  - 7.3 prie instamment les membres des conseils d'administration des Coparrainants de l'ONUSIDA, du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, et d'autres institutions multilatérales d'examiner et d'adopter les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ;
  - 7.4 prie instamment tous les autres partenaires internationaux d'examiner et, dans la mesure du possible, d'appliquer les mesures d'alignement et d'harmonisation préconisées dans les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ;
  - 7.5 demande au Secrétariat et aux Coparrainants de l'ONUSIDA, en collaboration avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et d'autres partenaires du développement concernés, de faire rapport sur l'avancement de la mise en oeuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion lors d'une session spéciale de la réunion du Conseil de Coordination du Programme en juin 2006 ;
  - 7.6 demande instamment à l'ONUSIDA de promouvoir la pleine participation de la société civile à l'échelon national et mondial à la mise en oeuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ;
  - 7.7 engage le Secrétariat de l'ONUSIDA à mener un processus rapide et inclusif – comprenant la société civile – avant la tenue en septembre 2005 de la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial pour l'augmentation et la réorientation

des Fonds d'accélération programmatique de l'ONUSIDA, afin de permettre au système des Nations Unies et à d'autres d'amplifier la prestation et la facilitation de l'appui technique.

*Note explicative concernant la section 7 : Le CCP reconnaît que la mise en oeuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion doit se faire dans le cadre des législations nationales ainsi que des dispositions réglementaires et des politiques des organes directeurs des organisations multilatérales et des institutions internationales. Le CCP note également que l'adoption d'une approche axée sur le programme implique la coordination de financements parallèles et de fonds communs.*

**Point 3 de l'ordre du jour : ONUSIDA Document d'orientation politique :  
Intensification de la prévention du VIH**

8. Se félicitant de ce que l'ONUSIDA a donné suite à la décision prise à sa seizième réunion en décembre 2004 et s'est attelé à l'élaboration d'un document d'orientation politique concernant l'intensification de la prévention du VIH, le Conseil de Coordination du Programme:
  - 8.1 rend hommage au fait que pour l'élaboration de son document d'orientation politique concernant l'intensification de la prévention du VIH, l'ONUSIDA a demandé des avis nombreux et divers ;
  - 8.2 approuve le document d'orientation politique de l'ONUSIDA sur l'intensification de la prévention du VIH tel que modifié ;
  - 8.3 engage l'ONUSIDA à renforcer son rôle de chef de file ainsi que son soutien aux efforts mondiaux et nationaux d'intensification de la prévention du VIH dans le cadre d'une riposte globale au SIDA ;
  - 8.4 prie l'ONUSIDA de diriger le processus d'intensification de la prévention du VIH en accélérant l'élaboration d'un plan d'action fondé sur le Document d'orientation politique et les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, et d'informer le Conseil de Coordination du Programme de ce plan d'action d'ici décembre 2005, et note que ceci entraînera une plus grande harmonisation et coordination de ses efforts grâce à une division plus nette des responsabilités du Secrétariat et des Coparrainants de l'ONUSIDA, ainsi que la coordination de ses efforts avec les parties prenantes nationales et mondiales ;
  - 8.5 demande à l'ONUSIDA de présenter en juin 2006 un rapport de situation concernant les efforts qu'il aura déployés pour intensifier la prévention du VIH ;
  - 8.6 note la déclaration des Etats-Unis qui ne pourront pas financer les programmes d'aiguilles et de seringues étant donné que de tels programmes sont en contradiction avec les lois et la politique états-uniennes actuelles, et note que ce partenaire externe ne peut pas être tenu de financer des activités non conformes à ses propres lois et politiques nationales.

**Point 4 de l'ordre du jour : Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA 2006-2007**

9. Le Conseil de Coordination du Programme:

9.1 rend hommage à la manière dont les Coparrainants et le Secrétariat ont satisfait pleinement aux décisions du Conseil de Coordination du Programme et amélioré encore le Budget-plan de travail intégré 2006-2007 en présentant clairement les contributions de l'ONUSIDA à la riposte mondiale et en apportant une plus grande cohérence stratégique au plan de travail et à la budgétisation ;

9.2 félicite l'ONUSIDA pour avoir renforcé le cadre de gestion axée sur les résultats du Budget-plan de travail intégré 2006-2007, et d'en avoir fait un document plus convivial et plus transparent et un meilleur instrument de responsabilisation, et note avec satisfaction l'inclusion des résultats et des indicateurs correspondants de réalisation à l'échelon du Programme commun dans son ensemble et à celui de chacun des Coparrainants et du Secrétariat ;

9.3 reconnaît que le Budget-plan de travail intégré 2006-2007 est parfaitement représentatif de la réforme à l'œuvre des Nations Unies ;

9.4 demande à l'ONUSIDA de prendre de nouvelles mesures pour renforcer le Budget-plan de travail intégré en tant qu'instrument de cohérence du système des Nations Unies pour capter le financement à l'échelon des pays et d'harmonisation avec une méthode consolidée de gestion axée sur les résultats, et de rendre compte au Conseil de Coordination du Programme de ces mesures en juin 2006 ;

9.5 prie le Secrétariat de l'ONUSIDA d'établir un processus visant à rendre le Budget-plan de travail intégré conforme aux recommandations de la Cellule mondiale de réflexion et d'en déterminer les incidences financières ;

9.6 note avec satisfaction l'augmentation des ressources propres des Coparrainants pour les activités menées sur le plan mondial, régional et national, qui sont toutes l'expression concrète de leur plus grande capacité d'action et de leur détermination de lutter contre l'épidémie de SIDA et ses conséquences ;

9.7 demande à l'ONUSIDA de donner suite à la décision 8.2 prise lors de la quinzième réunion du Conseil de Coordination du Programme de présenter un rapport harmonisé aux organes directeurs des Coparrainants ; le Budget-plan de travail intégré 2006-2007 donne une occasion de présenter au Conseil de Coordination du Programme un compte rendu succinct des dépenses à l'échelon des pays, y compris l'utilisation des fonds du Budget-plan de travail intégré dans les pays ; dans tous les cas, il faut éviter d'établir des rapports déjà établis par d'autres ; les membres du Conseil de Coordination du Programme reconnaissent qu'en tant que membres des organes directeurs des Coparrainants il leur incombe également d'assurer cette cohérence ;

9.8 fait siennes les stratégies et démarches qui figurent dans le Budget-plan de travail intégré 2006-2007, en particulier l'importance accordée à l'appui aux pays pour qu'ils puissent élargir leur riposte nationale à l'épidémie de SIDA ;

9.9 conscient de ce que certaines régions ou sous-régions portent une part disproportionnée de la charge morbide du SIDA, souvent aggravée, comme c'est le cas de l'Afrique subsaharienne, par des taux très élevés de pauvreté, et soulignant l'importance d'allouer des fonds pour tenir compte de cette situation, demande au Secrétariat de l'ONUSIDA de préparer un tableau supplémentaire dans le Budget-plan de travail intégré qui montre plus clairement la répartition régionale des ressources ;

9.10 prie le Secrétariat de l'ONUSIDA d'examiner des voies et moyens de rendre le Budget-plan de travail intégré plus souple, y compris la possibilité d'établir des provisions pour imprévus et un examen à mi-parcours, et de les proposer au Conseil de Coordination du Programme à sa dix-huitième réunion ;

9.11 approuve le budget de base de US\$ 320,5 millions et la répartition proposée de ces ressources comme suit: US\$ 120,7 millions pour les coparrainants, US\$ 115,4 millions pour le Secrétariat et US\$ 84,4 millions pour les activités interinstitutions ;

9.12 demande instamment à tous les pays de financer pleinement le Budget-plan de travail intégré 2006-2007 conformément au principe du partage des obligations.

#### **Point 5 de l'ordre du jour : Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA 2006-2010**

10. Reconnaissant l'importance de renforcer l'engagement et d'élargir l'action du système des Nations Unies dans sa riposte au SIDA, le Conseil de Coordination du Programme:

10.1 se félicite des efforts déployés par les organisations du système des Nations Unies pour continuer à oeuvrer en tant que système dans un même cadre, conformément aux objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux qui figurent dans les Objectifs du Millénaire pour le développement et la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA, et demande instamment au système des Nations Unies de faire montre de davantage de progrès eu égard aux objectifs d'harmonisation et de coordination ;

10.2 est très satisfait des progrès réalisés par les Coparrainants, d'autres organisations du système des Nations Unies et le Secrétariat de l'ONUSIDA dans l'élaboration du Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA 2006-2010 ;

10.3 prie les organisations du système des Nations Unies de placer la lutte contre le SIDA au coeur de leurs plans et programmes mondiaux, régionaux et nationaux avec des mécanismes concrets pour le suivi et l'évaluation, d'enjoindre à leurs bureaux de pays d'appuyer les programmes nationaux, et de proposer à leurs organes directeurs de traiter de la lutte contre le SIDA dans le contexte du Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA 2006-2010 ;

10.4 approuve l'intention du Directeur exécutif de faire le point sur le Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le VIH et le SIDA 2006-2010 compte tenu des efforts en cours de réforme des Nations Unies (p. ex., l'Examen triennal complet des activités opérationnelles) et la mise en oeuvre actuelle des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion.

**Point 6.1 de l'ordre du jour : Progrès de la mise en œuvre des «Trois Principes»**

11. Le Conseil de Coordination du Programme prenant note des progrès réalisés dans la mise en application des «Trois Principes» :

11.1 prie l'ONUSIDA de continuer à assumer le rôle de chef de file en ce qui concerne le renforcement des capacités et l'appui politique à la mise en œuvre des «Trois Principes» dans les pays, compte tenu des recommandations formulées dans le rapport de la Cellule mondiale de réflexion, moyennant la mise au point d'outils et de lignes directrices ainsi que de mécanismes de suivi et évaluation, pour renforcer les autorités nationales et la participation dans les pays des parties prenantes y compris de la société civile ;

11.2 reconnaît que la mise en œuvre durable des «Trois Principes» est loin d'être acquise et qu'à l'horizon se profile l'examen que fera en 2006 l'Assemblée générale de la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA, et demande à l'ONUSIDA de préconiser une plus grande harmonisation des systèmes mondiaux de suivi et d'évaluation et leur conformité aux systèmes des pays.

**Point 6.2 de l'ordre du jour : Informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2004-2005 et mise à jour financière au 31 mars 2005**

12. Prenant note des informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2004-2005 et la mise à jour financière au 31 mars 2005, le Conseil de Coordination du Programme:

12.1 fait sienne la proposition du Directeur exécutif d'utiliser le solde escompté à la fin de 2005 ;

12.2 incite les gouvernements donateurs et d'autres à débloquer sans tarder, s'ils ne l'ont déjà fait, leurs contributions au Budget-plan de travail intégré 2004-2005.

**Point 7 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du CCP**

13. Le Conseil de Coordination du Programme confirme à nouveau la décision prise lors de sa quatorzième réunion de tenir sa dix-huitième réunion les 27 et 28 juin 2006 à Genève. Le Bureau et le Secrétariat pourraient, en gardant à l'esprit la longueur de l'ordre du jour et les incidences financières, prolonger la réunion d'une journée.

**Point 8 de l'ordre du jour : Autres questions**

14. Le Conseil de Coordination du Programme note que le point de l'ordre du jour sur le SIDA et la sécurité a été supprimé et note également que le Directeur exécutif de l'ONUSIDA s'est engagé à inclure ce point aussitôt que possible dans l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Conseil de Coordination du Programme.

**Point 9 de l'ordre du jour : Adoption des décisions, recommandations et conclusions**

15. Le Conseil de Coordination du Programme adopte les décisions, recommandations et conclusions de sa dix-septième réunion.



## ANNEXE III



### CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

**Dix-septième réunion**  
**27-29 juin 2005**

#### List of participants / Liste des participants

#### I. MEMBERS / MEMBRES

##### **Australia – Australie**

Mr Philippe Allen  
Director, HIV/AIDS Task Force  
AusAID House  
62 Northbaume Ave.  
Canberra ACT

Tel.: +61 2 6206 4283  
E-mail: [phillipe\\_allen@ausaid.gov.au](mailto:phillipe_allen@ausaid.gov.au)

Mr Geoff Adlide  
Counsellor (Development)  
Permanent Mission of Australia  
2 Chemins de Fins  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 799 9108  
Fax: +41 22 799 9190  
E-mail: [geoff.adlide@dfat.gov.au](mailto:geoff.adlide@dfat.gov.au)

##### **Bahamas**

Dr Perry Gomez  
National AIDS Programme  
Royal Victoria Gardens  
Nassau

Tel.: +1 242 322 2839  
Fax: +1 242 356 2893

##### **Brazil – Brésil**

H.E. Mr Humberto Costa  
Ministro da Saúde  
Ministério da Saúde  
Gabinete do Ministro  
Esplanada dos Ministerios  
Bl. G - 5º andar  
70058-900 Brasília DF

Tel.: +55 61 224 5269  
Fax: +55 61 225 9632

Mr Luiz Felipe de Seixas Corrêa  
Permanent Representative  
Permanent Mission of Brazil  
71, Ave. Louis-Casaï  
1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 0920  
Fax: +41 22 788 2506  
E-mail: [luiz.seixas@ties.itu.int](mailto:luiz.seixas@ties.itu.int)

Mrs Mariângela Simão  
Technical Advisor  
International Cooperation Unit  
National Programme on HIV/AIDS  
Ministry of Health  
SEPN, 511 Bloco "C" Asa Norte  
70.750-920 Brasilia

Tel.: +55 61 448 8130  
Fax: +55 61 448 8019  
E-mail: [mariangela.simao@aims.gov.br](mailto:mariangela.simao@aims.gov.br)

Mr Carlos Antonio da Rocha Paranhos  
Alternate Permanent Representative  
Permanent Mission of Brazil  
71, Ave. Louis-Casaï  
1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 0969  
Fax: +41 22 788 2506  
E-mail: [carlos.paranhos@ties.itu.int](mailto:carlos.paranhos@ties.itu.int)

Mr Antonio Carlos do Nascimento Pedro  
Minister-Counsellor  
Permanent Mission of Brazil  
71, Ave. Louis-Casaï  
1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 0903  
Fax: +41 22 788 2506  
E-mail: [antonio.pedro@ties.itu.int](mailto:antonio.pedro@ties.itu.int)

Mr Jarbas Barbosa  
Secretary of Health Surveillance  
Ministry of Health  
Brasília

Tel.: +41 22 929 0900

Mr Santiago Alcazar  
Head of the International Affairs Dept.  
Esplanada dos Ministerios  
Bl. G - 5º andar  
70058-900 Brasília

Tel.: +41 22 929 0900

Mr Pedro Chequer  
Director, National Programme on HIV/AIDS  
Ministry of Health  
SEPN, 511 Bloco "C" Asa Norte  
70.750-920 Brasilia

Tel.: +55 61 4488004-06  
Fax: + 55 61 4488224  
E-mail: [pchequer@aims.gov.br](mailto:pchequer@aims.gov.br)

Mr Laércio Delgado  
Special Adviser  
Ministry of Health  
Brasilia

Mr Pedro Marcos de Castro Saldanha  
Second Secretary  
Permanent Mission of Brazil  
71, Ave. Louis-Casaï  
1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 0955  
Fax: +41 22 788 2506  
E-mail: [pedro.saldanha@ties.itu.int](mailto:pedro.saldanha@ties.itu.int)

Mrs Henriette Ahrens  
Technical Adviser  
Ministry of Health  
Brasilia

Mr Jorge Francisco Kell  
Technical Adviser  
Ministry of Health  
Brasilia

Mrs Claudia Barbosa  
Second Secretary  
Permanent Mission of Brazil  
71, Ave. Louis-Casaï  
1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 0900  
Fax: +41 22 788 2506  
E-mail: [claudia.babosa@ties.itu.int](mailto:claudia.babosa@ties.itu.int)

Mr Carlos Passarelli  
Tecnical Adviser  
Ministry of Health  
Brasiia

**Cape Verde – Cap Vert**

Dr Belarmino Monteiro Silva  
Chargé d’Affaires  
Mission permanente de la République  
du Cap Vert  
Avenue Blanc 47  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 731 3336  
Fax: +41 22 731 3540  
E-mail: [cap.vert@bluewin.ch](mailto:cap.vert@bluewin.ch)

**China – Chine**

Dr Qingdong Qi  
Assistant Director General  
The Ministry of Health  
Department of International Cooperation  
No. 1 Xizhimenwainanlu  
Xicheng District  
Beijing 100044

Tel.: +86 10 687 92506  
Fax: +86 10 687 92279  
E-mail: [huaidong.du@wur.nl](mailto:huaidong.du@wur.nl)

Dr Xinhua Sun  
Director  
Department of Disease Control  
The Ministry of Health  
No. 1 Xizhimenwainanlu  
Xicheng District  
Beijing 100044

Tel.: +86 10 687 92506  
Fax: +86 10 687 92279  
E-mail: [sunxh@moh.gov.cn](mailto:sunxh@moh.gov.cn)

Ms Hongmei Deng  
Counsellor  
Permanent Mission of the People’s  
Republic of China  
Chemin de Surville 11  
1213 Petit-Lancy, Geneva

Tel.: +41 22 879 5638  
Fax: +41 22 793 7014  
E-mail: [deng\\_hongmei@mfa.gov.cn](mailto:deng_hongmei@mfa.gov.cn)

Mr Ze Zhang  
Attaché  
Permanent Mission of the People's  
Republic of China  
Chemin de Surville 11  
1213 Petit-Lancy, Geneva

Tel.: +41 22 879 5695  
Fax: +41 22 793 7014  
E-mail: [zhang\\_ze@mfa.gov.cn](mailto:zhang_ze@mfa.gov.cn)

**Côte d'Ivoire**

Dr Joséphine Diabaté  
Inspecteur  
Ministère de la Lutte contre le SIDA  
Abidjan

Tel.: +225 20 210 728  
Fax: +225 20 338 077  
E-mail: [jconombro@hotmail.com](mailto:jconombro@hotmail.com)

Dr Evelyne Amangoua-Ehua  
Directeur de la Coordination et des Appuis  
Techniques  
Ministère de la Lutte contre le SIDA  
Abidjan

S.E. Claude Beke Dassys  
Ambassador  
Mission permanente de la  
République de Côte d'Ivoire  
Route de Ferney 149h  
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 731 8821  
Fax: +41 22 731 8817  
E-mail: [mission.cote-divoire@ties.itu.int](mailto:mission.cote-divoire@ties.itu.int)

M. Jérôme Klôh Wéya  
Premier Conseiller  
Mission permanente de la  
République de Côte d'Ivoire  
Route de Ferney 149h  
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 731 8821  
Fax: +41 22 731 8817  
E-mail: [mission.cote-divoire@ties.itu.int](mailto:mission.cote-divoire@ties.itu.int)

**Czech Republic – République tchèque**

Dr Jedlicka Jaroslava  
National AIDS Programme Manager  
National Institute of Public Health  
NIPH, Srobarova 48  
100 42 Prague 10

Tel.: +420 2 6708 2650  
Fax: +420 2 6708 2532  
E-mail: [jaroslav.jedlicka@szu.cz](mailto:jaroslav.jedlicka@szu.cz)

Mr Martin Bouček  
Deputy Permanent Representative  
Permanent Mission of Czech Republic  
Chemin Louis Dunant 17  
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 910 3780  
Fax: +41 22 740 3662  
E-mail: [mission.geneva@embassy.mzv.cz](mailto:mission.geneva@embassy.mzv.cz)

**Finland – Finlande**

Ms Merja Saarinen  
Ministerial Counsellor  
Ministry of Social Affairs and Health  
Sesicali-ja Terveysministerio  
Meritullinkatu 8  
PL 33  
00023 Valtioneuvosto

Tel.: +358 9 160 74030  
Fax: +358 9 160 73809  
E-mail: [merja.saarinen@stm.fi](mailto:merja.saarinen@stm.fi)

Mr Mika Salminen  
Laboratory Director  
National Public Health Institute  
Mannerheimintie 166  
00300 Helsinki

Tel.: +358 9 4744 8454  
Fax: +358 9 4744 8468  
E-mail: [mika.salminen@ktl.fi](mailto:mika.salminen@ktl.fi)

Ms Hannele Tanhua  
Senior Adviser  
Ministry of Social Affairs and Health  
Soiaali- ja Terveysministerio  
Meritullinkatu 8,  
PL 33  
00023 Valtioneuvosto

Tel.: +358 9 160 74139  
Fax: +358 9 160 73296  
E-mail: [hannele.tanhua@stm.fi](mailto:hannele.tanhua@stm.fi)

Mr Matti Jaskari  
Counsellor  
Ministry of Foreign Affairs  
Katajanokanlaituri 3  
PL 176  
00161 Helsinki

Tel.: +358 9 160 56232  
Fax: +358 9 160 56202  
E-mail: [matti.jaskari@formin.fi](mailto:matti.jaskari@formin.fi)

Ms Gisela Blumenthal  
Adviser  
Ministry of Foreign Affairs  
Katajanokanlaituri 3  
PL 176  
00161 Helsinki

Tel.: +358 9 160 56437  
Fax: +358 9 160 56470  
E-mail: [Gisela.blumenthal@formin.fi](mailto:Gisela.blumenthal@formin.fi)

Ms Salla Sammalkivi  
Second Secretary  
Permanent Mission of Finland  
1, rue de Pré-de-la-Bischette  
CP 198  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 919 4244  
Fax: +41 22 740 0287  
E-mail: [salla.sammalkivi@formin.fi](mailto:salla.sammalkivi@formin.fi)

### **France**

Pr Michel Kazatchkine  
Ambassadeur chargé du SIDA et  
des Maladies transmissibles  
Ministère des Affaires étrangères  
20 rue Monsieur  
75007 Paris

Tel.: +33 1 53946023  
Fax: +33 1 53946001  
E-mail: [michel.kazatchkine@anrs.fr](mailto:michel.kazatchkine@anrs.fr)

Mme France Auer  
Conseiller  
Mission Permanente de la France  
Villa "Les Ormeaux" Route de Pregny 36  
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 7589111  
Fax: +41 22 7589137  
E-mail: [france.auer@diplomatie.gouv.fr](mailto:france.auer@diplomatie.gouv.fr)

Ms Madeleine le Loup  
Chargée de Mission  
Ministère de la Santé et des solidarités  
14, avenue Duquesne  
75007 Paris

Tel.: +33 405 65198  
Fax: +33 405 67360  
E-mail: [madeleine.leloup@sante.gouv.fr](mailto:madeleine.leloup@sante.gouv.fr)

Dr Christian Boulais  
Direction du Développement et de la  
Coopération technique  
Ministère des Affaires étrangères  
208 rue Monsieur  
75007 Paris

Tel.: +33 1 53693185

M. Guillaume Delvallee  
Direction des Nations Unies  
et des Organisations Internationales  
Ministère des Affaires étrangères  
208 Rue Monsieur  
75007 Paris

Mme Audrey Le Guevel  
Deuxième Secrétaire  
Mission Permanente de la France  
Villa "Les Ormeaux"  
Route de Pregny 36  
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 9111  
Fax: +41 22 758 9137

M. Jean-François Connan  
Mission Permanente de la France  
Villa "Les Ormeaux"  
Route de Pregny 36  
1292 Chambésy

### **Guatemala**

Licda. Annelise Hirschmann de Salazar  
Directora del Programa Nacional de SIDA  
9a. Avenida 14-65, Zona 1  
Guatemala City

Tel.: +502 2220 8634-6  
Fax: +502 2220 8634-6  
E-mail: [annie\\_salazar@yahoo.com](mailto:annie_salazar@yahoo.com)

Ms Stephanie Hochstetter Skinner-Klee  
Counsellor  
Permanent Mission of Guatemala  
Chemin de Sous-Bois 21  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 734 5573  
Fax: +41 22 733 1429  
E-mail: [mission.guatemala@ties.itu.int](mailto:mission.guatemala@ties.itu.int)

### **India – Inde**

Dr Shahabuddin Yagoob Quraishi  
Special Secretary (Health)  
National AIDS Control Organization  
9<sup>th</sup> Floor, Chandralok Building  
36 Janpath, New Delhi 110001

Tel.: +91 11 23325 331  
Fax: +91 11 2306 3793  
E-mail: [ssdg@nacoindia.org](mailto:ssdg@nacoindia.org)

Mr Bebabrata Saha  
Deputy Permanent Representative  
Permanent Mission of India  
9, rue du Valais  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 8686  
Fax: +41 22 906 8696  
E-mail: [mission.india@ties.itu.int](mailto:mission.india@ties.itu.int)

Mr Arun Kumar Chatterjee  
First Secretary  
Permanent Mission of India  
9, rue du Valais  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 8686  
Fax: +41 22 906 8696  
E-mail: [mission.india@ties.itu.int](mailto:mission.india@ties.itu.int)

**Japan – Japon**

Dr Yasutaka Iwasaki  
Director, International Cooperation Office  
International Affairs Division  
Minister's Secretariat  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
1-2-2, Kasumigaseki  
Chiyoda-ku  
Tokyo 100-8916

Mr Ichiro Fujisaki  
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary  
Permanent Mission of Japan  
Chemins de Fins 3  
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 717 3111  
Fax: +41 22 788 3811  
E-mail: [mission@ge-japan.ch](mailto:mission@ge-japan.ch)

Dr Hajime Inoue  
Deputy Director  
International Affairs Division  
Minister's Secretariat  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
1-2-2, Kasumigaseki  
Chiyoda-ku  
Tokyo 100-8916

Tel.: +81 3 3595 2403  
Fax: +81 3 3501 2532  
E-mail: [inoue-hajime@mhlw.gov.jp](mailto:inoue-hajime@mhlw.gov.jp)

Dr Yasuo Sigiura  
Expert Service Division  
Bureau of International Cooperation  
International Medical Center of Japan  
1-21-1 Toyama, Shinjuku-ku  
Tokyo 162 8655

Tel.: +81 3 3202 7181  
Fax: +81 3 3202 8066  
E-mail: [sigiura@laotel.com](mailto:sigiura@laotel.com)

Ms Takako Tsujisaka  
First Secretary  
Permanent Mission of Japan  
Chemins de Fins 3  
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 717 3111  
Fax: +41 22 788 3811  
E-mail: [takako.tsujisaka@ge-japan.ch](mailto:takako.tsujisaka@ge-japan.ch)

**Kenya**

Mrs Charity Ngilu  
Minister of Health  
Ministry of Health  
P.O. Box 30016  
Nairobi

Tel.: +254 20 248 551  
Fax: +254 20 248 552  
E-mail: [ckngilu@iconnect.co.ke](mailto:ckngilu@iconnect.co.ke)

Dr Patrick Gakuru  
Head, Strategic Planning Division  
National AIDS Control Council  
The Chancery, Valley Road  
P.O. Box 61307  
Nairobi

Tel.: +254 020 2711261 / 271544  
Fax: +254 020 2711072 / 2711231  
E-mail: [wgakuru@nacc.or.ke](mailto:wgakuru@nacc.or.ke)

Ms Lena Nyambu  
First Secretary  
Permanent Mission of Kenya  
1-3 Avenue de la Paix  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 4050  
Fax: +41 22 731 2905  
E-mail: [nonghoi@yahoo.com](mailto:nonghoi@yahoo.com)

### **Libya – Libye**

Mr Abdurhman Benomran  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Mission of Libyan Arab  
Jamahiriya in Geneva  
25 rue de Richemont  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 959 8900  
Fax: +41 22 959 8910  
E-mail: [mission.libya@bluewin.ch](mailto:mission.libya@bluewin.ch)

### **Myanmar**

Dr Kyi Soe  
Director General  
Department of Health Planning  
Ministry of Health  
27, Pyidaungsu Yeiktha Road  
Dagon Township  
P.O. Box 11191  
Yangon

Tel.: +95 1 229 299/229 022/210 618  
Fax: +95 1 210 652  
E-mail: [ihdmoh@mptmail.net.mn](mailto:ihdmoh@mptmail.net.mn)

Dr Min Thwe  
Program Manager  
National AIDS Control Program  
Department of Health  
89 Upper Pansodan St.  
Mingala Taung Hyunt  
Yangon

Tel.: +95 1 251973  
Fax: +95 1 210652  
E-mail: [thwe@mptmail.net.mm](mailto:thwe@mptmail.net.mm)

### **Nepal – Népal**

Mr Gopal Bahadur Thapa  
Minister Counsellor  
Permanent Mission of Nepal  
Rue de la Servette 81  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 733 2600  
Fax: +41 22 733 2722  
E-mail: [mission.nepal@bluewin.ch](mailto:mission.nepal@bluewin.ch)

### **Netherlands – Pays-Bas**

Mr Ian M. de Jong  
Ambassador  
Permanent Mission of the Netherlands  
Avenue Giuseppe-Motta 31-33  
Case Postale  
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 1800  
Fax: +41 22 748 1818  
E-mail: [mission.netherlands@ties.itu.int](mailto:mission.netherlands@ties.itu.int)



Mrs Aagje Papineau-Salm  
Senior Adviser  
Coordination Task Force AIDS  
Ministry of Foreign Affairs  
2500 EB Den Haag

Tel.: +31 70 348 5991  
Fax: +31 70 348 5366  
E-mail: [aa.papineau-salm@minbuza.nl](mailto:aa.papineau-salm@minbuza.nl)

Mrs Henriëtte van Gulik  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

Mrs Barbara Blommerde  
Senior Adviser  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

Mrs Barbara Rietbroek  
First Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

Ms Dieneke ter Huurne  
Sharenet/ Trainee  
Mauritskode 93  
1090 HA Amsterdam

Tel.: +31 20 568 8202  
Fax: +31 20 568 8444  
E-mail: [dieneke-ter.huurne@minbuza.nl](mailto:dieneke-ter.huurne@minbuza.nl)

**Russian Federation – Fédération de Russie**

Dr Alexandr Goliusov  
Head of Department on HIV/AIDS Prevention  
Federal Supervisory Service for Consumer  
Rights Protection and Human Welfare  
Vadkovskiy per, 15,  
Moscow

Tel.: +7 095 973 1393  
Fax: +7 095 973 1519

Dr Anatoly Pavlov  
Counsellor  
Permanent Mission of Russia  
15, avenue de la Paix  
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 733 1870  
Fax: +41 22 734 4044  
E-mail: [Pavlov.anatoly@freesurf.ch](mailto:Pavlov.anatoly@freesurf.ch)

Mr Maxim Kochetkov  
Attaché  
Permanent Mission of Russia  
15, Avenue de la Paix  
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 733 1870  
Fax: +41 22 734 4044  
E-mail: [kchmx@mail.ru](mailto:kchmx@mail.ru)

**Swaziland**

Dr Derek von Wissell  
Director  
National Emergency Response Council on  
HIV/AIDS (NERCHA)  
P.O. Box 1987  
Mbabane

Tel.: +268 404 1708/3, 1720/6  
Fax: +268 404 1692  
E-mail: [dvwi@nercha.org.sz](mailto:dvwi@nercha.org.sz)

**Sweden – Suède**

Mr Lennarth Hjelmåker  
Ambassador, HIV/AIDS  
Gustav Adolfs Torg 1  
10339 Stockholm

Tel.: +46 8 405 1701  
Fax: +46 8 698 5000  
E-mail: [lennarth.hjelmaker@foreign.ministry.se](mailto:lennarth.hjelmaker@foreign.ministry.se)

Ms Lena Ekroth  
Acting Head, HIV/AIDS Secretariat  
Sida  
105 25 Stockholm

Tel.: +46 8 698 4078  
E-mail: [lena.ekroth@sida.se](mailto:lana.ekroth@sida.se)

Ms Harriet Pedersen  
First Secretary  
Permanent Mission of Sweden  
82 rue de Lausanne  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 908 0800  
Fax: +41 22 908 0810  
E-mail: [harriet.pedersen@foreign.ministry.se](mailto:harriet.pedersen@foreign.ministry.se)

**United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland –  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

Mr Gareth Thomas  
Parliamentary Under Secretary of State  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE

Tel.: +44 20 7023 0000  
Fax: +44 20 7023 0019  
E-mail: [pspuss@dfid.gov.uk](mailto:pspuss@dfid.gov.uk)

H.E. Mr Nicolas Thorne  
Ambassador  
Permanent Mission of the United  
Kingdom  
Rue de Vermont 37-39  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 918 2300  
Fax: +41 22 918 2323  
E-mail: [Nick.Thorne@fco.gov.uk](mailto:Nick.Thorne@fco.gov.uk)

Ms Carole Presern  
Counsellor (Development/Specialized  
Agencies)  
Permanent Mission of the United Kingdom  
Rue de Vermont 37-39  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 918 2370  
Fax: +41 22 918 2444  
E-mail: [carole.presern@fco.gov.uk](mailto:carole.presern@fco.gov.uk)

Ms Sandra Baldwin  
Head of Specialized Agencies/UNCD  
Department for International Development  
London, SW1E 5HE

Tel.: +44 20 7023 0000  
Fax: +44 20 7023 0019  
E-mail: [s-baldwin@dfid.gov.uk](mailto:s-baldwin@dfid.gov.uk)

Mr Benedict Green  
Manager, Institutional Relations/UNCD  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE

Tel.: +44 20 7023 0000  
Fax: +44 20 7023 0019  
E-mail: [b-green@dfid.gov.uk](mailto:b-green@dfid.gov.uk)

Ms Lesley Reid  
Programme Officer, UNCD  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE

Tel.: +44 20 7023 0000  
Fax: +44 20 7023 0019  
E-mail: [l-reid@dfid.gov.uk](mailto:l-reid@dfid.gov.uk)

Ms Robin Gorna  
HIV/AIDS Adviser & Team Leader  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE  
Tel.: +44 20 70230824  
Fax: +44 20 70230428  
E-mail: [R-gorna@dfid.gov.uk](mailto:R-gorna@dfid.gov.uk)

Mr Benedict David  
Health Adviser, Global AIDS Policy Team  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE  
Tel.: +44 20 7023 0000  
Fax: +44 20 7023 0019

Ms Alison Cochrane  
Personal Secretary to the Parliamentary  
Under Secretary of State  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE  
Tel.: +44 20 7023 0000  
Fax: +44 20 7023 0019

Ms Sarah White  
Assistant Private Secretary to the  
Parliamentary Under Secretary of State  
Department for International Development  
1 Palace Street  
London, SW1E 5HE  
Tel.: +44 207 023 0198  
Fax: +44 207 023 0831  
E-mail: [pspuss@dfid.gov.uk](mailto:pspuss@dfid.gov.uk)

Mr Hilary Thomas  
Attaché  
Permanent Mission of the United Kingdom  
Rue de Vermont 37-39  
1211 Geneva  
Tel.: +41 22 918 2300  
Fax: +41 22 918 2333  
E-mail: [hilary.thomas@fco.gov.uk](mailto:hilary.thomas@fco.gov.uk)

**United States of America – Etats-Unis d'Amérique**

Ambassador Randall Tobias  
Global AIDS Coordinator  
US Department of State  
SA-29 2nd Floor, 2201 C Street  
20522-2920 Washington, D.C.  
Tel.: +1 202 6632440  
Fax: +1 202 6632979  
E-mail: [tobiasrl@state.gov](mailto:tobiasrl@state.gov)

Mr Kent Hill  
Acting Assistant Administrator/USAID  
GH/AA Rm. 3 06-004  
RRB Pennsylvania Avenue, NW  
205223 Washington, D.C.  
Tel.: +1 202 712 1184  
Fax: +1 202 216 3822  
E-mail: [khill@usaid.gov](mailto:khill@usaid.gov)

Mr Victor Barbiero  
Chief, Implementation Support Division  
USAID HIV/AIDS Bureau for Global Health  
Ronald Reagan Building Room 5.10.51  
1300 Pennsylvania Avenue, N.W.  
20523-3700 Washington D.C.  
Tel.: +1 202 712 0683  
Fax: +1 202 216 3409  
E-mail: [vbarbiero@usaid.gov](mailto:vbarbiero@usaid.gov)

Mr David Hohman  
Health Attaché  
Permanent Mission of the United States  
Route de Pregny 11  
1292 Chambésy  
Tel.: +41 22 749 4623  
Fax: +41 22 749 4717  
E-mail: [hohmande@state.gov](mailto:hohmande@state.gov)

Mr Alex Hammond  
Office of the Global AIDS Coordinator  
US Department of State  
SA-29 2nd Floor, 2201 C Street  
20522-2920 Washington, D.C.

Ms Frances Marine  
Office of the Global AIDS Coordinator  
US Department of State  
SA-29 2nd Floor, 2201 C Street  
20522-2920 Washington, D.C.

E-mail: [tobiasrl@state.gov](mailto:tobiasrl@state.gov)

**Cosponsoring Organizations – Organismes coparrainants**

**Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)**  
**- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)**

Ms Daisy Dell  
Deputy Director  
BP 2500  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 739 8654  
E-mail: [dell@unhcr.ch](mailto:dell@unhcr.ch)

Mr Paul Spiegel  
Senior HIV/AIDS Technical Officer  
Technical Support Section – HQTS01  
94, rue de Montbrillant  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 739 8289  
Fax: +41 22 739 7371  
E-mail: [Spiegel@unhcr.ch](mailto:Spiegel@unhcr.ch)

Marian Schilperoord  
Technical Officer HIV/AIDS  
94, rue de Montbrillant  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 739 8315  
Fax: +41 22 739 7366  
E-mail: [schilpem@unhcr.ch](mailto:schilpem@unhcr.ch)

**United Nations Children's Fund (UNICEF)**  
**– Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**

Dr Doreen Mulenga  
Senior Advisor HIV/AIDS  
3 UN Plaza  
New York 10017, N.Y.  
United States of America

Tel.: +1 212 326 7369  
Fax: +1 212 303 7954  
E-mail: [dmulenga@unicef.org](mailto:dmulenga@unicef.org)

Ms Thilly De Bodt  
Project Officer HIV/AIDS  
3 UN Plaza  
New York 10017, N.Y.  
United States of America

Tel.: +1 212 326 7453  
Fax: +1 212 303 7954  
E-mail: [tdbodt@unicef.org](mailto:tdbodt@unicef.org)

Ms Maria Calivis  
Regional Director  
Palais des Nations  
1211 Geneva 10

Tel.: +41 22 909 55 02  
Fax: +41 22 909 59 09  
E-mail: [mcalivis@unicef.org](mailto:mcalivis@unicef.org)

Mr Tony Lisle  
HIV/AIDS Advisor  
UNICEF Regional Office  
Palais des Nations  
1211 Geneva 10

Tel.: +41 22 909 5540  
E-mail: [tlisle@unicef.org](mailto:tlisle@unicef.org)

**World Food Programme (WFP)**  
**– Programme alimentaire mondial (PAM)**

Ms Robin Jackson  
Chief, HIV/AIDS Service  
Via C.G. Viola, 68/70  
Parco de Medici  
00148 Rome  
Italy

Tel.: +39 06 6513 2562  
Fax: +39 06 6513 2873  
E-mail: [robin.jackson@wfp.org](mailto:robin.jackson@wfp.org)

**United Nations Development Programme (UNDP)**  
**– Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

Mr El Hadj Sy  
Director, HIV/AIDS Group  
Bureau for Development Policy (BDP)  
304 East 45<sup>th</sup> Street  
Room FF-1028  
New York, NY 10017  
United States of America

Tel.: +1 212 906 6489  
Fax: +1 212 906 5023/5857  
E-mail: [elhadj.sy@undp.org](mailto:elhadj.sy@undp.org)

**United Nations Population Fund (UNFPA)**  
**– Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)**

Mr Kunio Waki  
Deputy Executive Director  
UNDG Programme Group  
The News Building 220 East 42nd Street  
10017 New York  
United States of America

Tel.: +1 212 297 5114  
Fax: +1 212 297 4911  
E-mail: [waki@unfpa.org](mailto:waki@unfpa.org)

Mr Steve Kraus  
Chief, HIV/AIDS Branch, TSD  
220 E. 42nd Street  
New York, N.Y. 10017  
United States of America

Tel.: +1 212 297 5256  
Fax: +1 212 297 4915  
E-mail: [Kraus@unfpa.org](mailto:Kraus@unfpa.org)

Mrs Elisabeth Benomar  
Technical Specialist  
220 E. 42nd Street  
New York, N.Y. 10017  
United States of America

Tel.: +1 212 297 5249  
Fax: +1 212 297 4915  
E-mail: [benomar@unfpa.org](mailto:benomar@unfpa.org)

Mr Erik Palstra  
11 Chemin des Anémones  
1219 Châtelaine, Geneva  
Switzerland

**United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)**  
**– Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)**

Mr Antonio Maria Costa  
Executive Director  
Vienna International Centre  
P.O. Box 500  
1400 Vienna  
Austria  
Tel.: +43 1 260 60 5001/2  
Fax: +43 1 260 60 5819/7  
E-mail: [antonio.maria.costa@unodc.org](mailto:antonio.maria.costa@unodc.org)

Mr Rob Boone  
Chief, Human Security Branch (HSB)  
Vienna International Centre  
P.O. Box 500  
1400 Vienna  
Austria  
Tel.: +43 1 260 60 42 29  
Fax: +43 1 260 60 67 08  
E-mail: [rob.boone@unodc.org](mailto:rob.boone@unodc.org)

Mr Christian Kroll  
Senior Expert, HIV/AIDS Unit  
Global Challenges Section, UNODC  
Vienna International Centre  
P.O. Box 500  
1400 Vienna  
Austria  
Tel.: +43 1 260 60 5143  
Fax: +43 1 260 60 7543  
E-mail: [christian.kroll@unodc.org](mailto:christian.kroll@unodc.org)

Ms Sylvie Bertrand  
Expert/UNODC  
Vienna International Centre  
P.O. Box 500  
1400 Vienna  
Austria  
Tel.: +43 260 60 5301  
Fax: +43 260 60 75301  
E-mail: [sylvie.bertrand@unodc.org](mailto:sylvie.bertrand@unodc.org)

**International Labour Office (ILO) – Bureau international du Travail (BIT)**

Dr Sophia Kisting  
Director/Global Coordinator  
ILO/AIDS Global Programme on HIV/AIDS  
and the World of Work  
4, route des Morillons  
1211 Geneva 22  
Switzerland  
Tel.: +41 22 799 7668  
Fax: +41 22 799 6349  
E-mail: [kisting@ilo.org](mailto:kisting@ilo.org)

Mr Assane Diop  
Executive Director  
International Labour Office  
4, route des Morillons  
1211 Geneva 22  
Tel.: +41 22 799 6140  
Fax: +41 22 799 6157  
E-mail: [diop@ilo.org](mailto:diop@ilo.org)

Dr Benjamin Alli  
Director, a.i.  
Programme on HIV/AIDS and the World of Work  
4, route des Morillons  
1211 Geneva 22  
Tel.: +41 22 799 7079  
Fax: +41 22 799 6349  
E-mail: [alli@ilo.org](mailto:alli@ilo.org)

Ms Claire Mulanga  
Senior Technical Specialist  
ILO/AIDS Global Programme on HIV/AIDS  
and the World of Work  
4, route des Morillons  
1211 Geneva 22  
Tel.: +41 22 799 8227  
Fax: +41 22 799 6349  
E-mail: [mulanga@ilo.org](mailto:mulanga@ilo.org)

Dr Odile Frank  
Senior Research and Policy Adviser  
ILO/AIDS Global Programme on HIV/AIDS  
and the World of Work  
4, route des Morillons  
1211 Geneva 22

Tel.: +41 22 799 6827  
Fax: +41 22 799 6349  
E-mail: [frank@ilo.org](mailto:frank@ilo.org)

**United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization**  
**– Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)**

Mr Gudmund Hernes  
HIV/AIDS Global Coordinator  
IIEP  
7-9 rue Eugène Delacroix  
75116 Paris  
France

Tel.: +33 1 4503 7710  
Fax: +33 1 4072 8781  
E-mail: [g.hernes@iiep.unesco.org](mailto:g.hernes@iiep.unesco.org)

Mr Christopher Castle  
Focal Point for HIV/AIDS  
7-9 rue Eugène Delacroix  
75116 Paris  
France

Tel.: +33 1 4503 7788  
Fax: +33 1 4072 8366  
E-mail: [c.castle@iiep.unesco.org](mailto:c.castle@iiep.unesco.org)

Mrs Renu Chahil-Graf  
Principal Adviser  
Global Initiative on HIV/AIDS & Education  
7-9 rue Eugène Delacroix  
75116 Paris  
France

Tel.: +33 1 4503 7704  
Fax: +33 1 4072 8366  
E-mail: [r.chahil@iiep.unesco.org](mailto:r.chahil@iiep.unesco.org)

Mr Olivier Nay  
Principal Adviser  
Global Initiative on HIV/AIDS & Education  
7-9 rue Eugène Delacroix  
75116 Paris  
France

Tel.: +33 1 4503 7827  
Fax: +33 1 4072 8366  
E-mail: [o.nay@iiep.unesco.org](mailto:o.nay@iiep.unesco.org)

**World Health Organization (WHO) – Organisation mondiale de la Santé (OMS)**

Dr Jack Chow  
Assistant Director-General  
HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 2394  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [chowj@who.int](mailto:chowj@who.int)

Dr Isabelle de Zoysa  
Senior Adviser  
Family and Community Health  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 3377  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [dezoysa@who.int](mailto:dezoysa@who.int)

Dr Gottfried Hirschall  
Coordinator, Partnerships, External Relations  
and Communications, HIV/AIDS Department  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 2915  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [hirschallg@who.int](mailto:hirschallg@who.int)

Dr Jim Kim  
Director  
HIV/AIDS Department  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 3901  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [jimkim@who.int](mailto:jimkim@who.int)

Dr Kerry Kutch  
External Relations Officer  
Partnerships, External Relations and  
Communications, HIV Department  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 2191  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [kutchk@who.int](mailto:kutchk@who.int)

Mr Alex Ross  
Senior Adviser to the  
Assistant Director-General/HTM  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 1982  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [rossa@who.int](mailto:rossa@who.int)

Dr Lars Tillfors  
External Relations Officer  
Governance Department  
20, avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 2739  
Fax: +41 22 791 3111  
E-mail: [tillforsl@who.int](mailto:tillforsl@who.int)

**The World Bank – Banque mondiale**

Dr Debrework Zewdie  
Director, Global HIV/AIDS Program  
Human Development Network  
1818 H Street, NW  
Washington, D.C. 20433  
United States of America

Tel.: +1 202 473 9414  
Fax: +1 202 522 1252  
E-mail: [dzewdie@worldbank.org](mailto:dzewdie@worldbank.org)

Ms Elizabeth Mziray  
Operations Analyst  
Global HIV/AIDS Program  
1818 H Street, NW  
Washington, D.C. 20433  
United States of America

Tel.: +1 202 458 7036  
Fax: +1 202 522 1252  
E-mail: [emziray@worldbank.org](mailto:emziray@worldbank.org)

Ms Jody Kusek  
Lead Monitoring & Evaluation Specialist  
1818 H Street, NW  
Washington, D.C. 20433  
United States of America

Tel.: +1 202 458 4728  
Fax: +1 202 522 1252  
E-mail: [jkusek@worldbank.org](mailto:jkusek@worldbank.org)

**Representatives of Nongovernmental Organizations/People Living with HIV/AIDS  
– Représentants des Organisations non gouvernementales/Personnes vivant  
avec le VIH/SIDA**

**Africa – Afrique**

Journalists Against AIDS (JAAIDS)  
Mr Omololu Falobi  
Programme Director  
44 B Ijaye Road  
Lagos, Nigeria

Tel.: +234 1 773 1457  
Fax: +234 1 812 8565  
E-mail: [omololu@nigeria-aids.org](mailto:omololu@nigeria-aids.org)



Kenya Network of Women with AIDS  
Ms Asunta Wagura  
Executive Director  
City Gate House, 2<sup>nd</sup> Floor  
Muranga Road  
P.O. Box 10001  
00100 Nairobi  
Kenya

Tel.: +254 020 676 66 77/  
+254 721 38 69 21  
Fax: +254 020 676 09 70  
E-mail: [kenwa@wananchi.com](mailto:kenwa@wananchi.com)

**Asia & Pacific – Asie et Pacifique**

AMAL Human Development Network  
Mr Imran Rizvi  
H#7, St. 62, G-6/4, Islamabad  
Pakistan

Tel.: +92 51 2824930, 2827774, 2824155  
Fax: +92 51 227 24 91  
E-mail: [mails@amal-hdn.org](mailto:mails@amal-hdn.org)

Asia Pacific Network of People Living with  
HIV and AIDS  
HIV/AIDS (APN+)  
Ms Rachel Ong  
1701 One Pacific Place  
140 Sukhumvit Road  
Bangkok 10110  
Thailand

Tel.: +86 10 63296111  
Fax: +86 10 632 96911  
E-mail: [Rachel.ong.pcb@gmail.com](mailto:Rachel.ong.pcb@gmail.com)

**Europe**

AIDS Infoshare  
Dr Elena Peryshkina  
Director  
1<sup>st</sup> Dorozhniy proezd, 9/10 of 350  
Moscow 117545  
Russian Federation

Tel.: +7 095 382 62 32/382 8822  
Fax: +7 095 382 88 22/382 6640  
E-mail: [alena@infoshare.ru](mailto:alena@infoshare.ru)

International Community of Women  
Living with HIV/AIDS (ICW)  
Ms Promise Mthembu  
Sexual and Reproductive Rights  
23 Albers Road, Highlands Hills  
Pinetown 3610, Durban, SA

Tel.: +44 207 704 8070  
Fax: +44 207 704 8070  
E-mail: [pmthembu@icw.org](mailto:pmthembu@icw.org)

**Latin America/Caribbean – Amérique latine/Caraïbes**

Red Latinoamericana de Personas  
Viviendo con el VIH/SIDA (RED LA+)  
Mr Luis Leiva  
Hatillo 4, Acera 4, Casa 114  
43 1300 Hatukki  
San José, Costa Rica

Tel.: +506 835 52 35  
Fax: +506 219 19 19  
E-mail: [luasovih@racsa.co.cr](mailto:luasovih@racsa.co.cr)

Network of Sex Work Projects (NSW)  
Ms Otilia Silva Leite  
Executive Director  
Rua Santo Amaro, 129 Gloria  
Rio de Janeiro RJ 22211-230

Tel.: +5521 2224 3532  
Fax: +5521 2242 3713  
E-mail: [davida@davida.org.br](mailto:davida@davida.org.br)

**North America – Amérique du Nord**

African Services Committee  
Ms Kim Nichols  
Co-Executive Director  
429 West 127th Street  
New York, N.Y. 10027  
USA

Tel.: +1 212 222 3882  
Fax: +1 212 222 7067  
E-mail: [kimn@africanservices.org](mailto:kimn@africanservices.org)

Health GAP (Global Access Project)  
Mr T. Richard Corcoran  
197 Columbia Street  
Brooklyn, New York 11231  
USA

Tel.: +1 917 548 9595  
Fax: +1 718 522 9036  
E-mail: [trc\\_healthgap@msn.com](mailto:trc_healthgap@msn.com)

**II. OBSERVERS / OBSERVATEURS**

Member States – Etats membres

**Algeria – Algérie**

Ms Dalal Soltani  
Diplomatic Secretary  
Route de Lausanne 308  
1293 Bellevue

Tel.: +41 22 959 8484  
Fax: +41 22 774 3049  
E-mail: [mission.algerie@mission-algerie.ch](mailto:mission.algerie@mission-algerie.ch)

**Angola**

Mr Eduardo Neto Sanguve  
First Secretary  
Permanent Mission of Angola  
Rue de Lausanne 45-47  
1201 Geneva

Tel.: +41 22 732 3060  
Fax: +41 22 732 3072  
E-mail: [ambmission.angola@worldcom.ch](mailto:ambmission.angola@worldcom.ch)

Dr Sandra Neto de Miranda  
Assistant for Health  
Permanent Mission of Angola  
Rue de Lausanne 45-47  
1201 Geneva

Tel.: +41 22 732 3060  
Fax: +41 22 732 3072  
E-mail: [ambmission.angola@worldcom.ch](mailto:ambmission.angola@worldcom.ch)

**Austria – Autriche**

Dr Jean-Paul Klein  
Expert, infectious Diseases and Immunization  
Department III/A/1  
Federal Ministry of Health and Women  
Radetzkystrasse 2  
A-1030 Vienna

Tel.: +43 1 711 00 4103  
Fax: +43 1 713 04 1520  
E-mail: [jean-paul.klein@bmgf.gv.at](mailto:jean-paul.klein@bmgf.gv.at)

Ms Christina Kokkinakis  
Deputy Head of Mission  
Permanent Mission of Austria  
Avenue Giuseppe Motta 35-37  
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 2048  
Fax: +41 22 748 2040  
E-mail: [genf-ov@bmaa.gv.at](mailto:genf-ov@bmaa.gv.at)

**Bangladesh**

Mr Mahbub-uz-Zaman  
Minister  
Permanent Mission of Bangladesh  
Rue de Lausanne 65  
CH-1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 8020/24  
Fax: +41 22 906 4616  
E-mail: [mission.bangladesh@ties.itu.int](mailto:mission.bangladesh@ties.itu.int)

**Belarus**

Mr Andrei Molchan  
Counsellor  
Permanent Mission of Belarus  
Avenue de la Paix 15  
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 2450  
Fax: +41 22 748 2451  
E-mail: [mission.belarus@ties.itu.int](mailto:mission.belarus@ties.itu.int)

**Belgium – Belgique**

Dr Jacques Laruelle  
Chargé de Programmes  
DGCD – Service public fédéral  
des Affaires Etrangères  
Rue des Petits Carmes 15  
B – 1000 Bruxelles

Tel.: +32 2 519 0752 (06.06)  
Fax: +32 2 519 0570  
E-mail: [jacques.laruelle@diplobel.fed.be](mailto:jacques.laruelle@diplobel.fed.be)

Mr David Maenaut  
Representative/Délégué  
Flemish Government (Belgium)  
Boudewijnlaan 30  
1000 Brussels

Tel.: +32 2 553 5150  
Fax: +32 2 553 5101  
E-mail: [david.maenaut@coo.vlaanderen.be](mailto:david.maenaut@coo.vlaanderen.be)

Ms Françoise Gustin  
Ambassador for Coordination  
of the Fight against AIDS  
Permanent Mission of Belgium  
Rue de Moillebeau 58  
Case postale 473  
CH 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 730 4000  
Fax: +41 22 734 5079  
E-mail: [Geneva@diplobel.be](mailto:Geneva@diplobel.be)

**Benin - Bénin**

Mr Yao Amoussou  
First Counsellor  
Permanent Mission of Benin  
36 rue de Lausanne  
1207 Geneva

Tel: +41 22 906 8460  
Fax: +41 22 906 8461  
E-mail: [amoussouy2000@yahoo.fr](mailto:amoussouy2000@yahoo.fr)

**Burundi**

Prof. Charles Nditije  
Ministre à la Présidence chargé  
de la lutte contre le SIDA  
B.P. 1139 Bujumbura

Tel.: +257 244 761  
Fax: +257 244 759

Dr Joseph Wakana  
Secrétaire Exécutif Permanent du  
Conseil national de Lutte contre le SIDA  
B.P. 836, Bujumbura

Tel.: +257 245 300  
Fax: +257 245 301  
E-mail: [jwakana@cnilsburundi.org](mailto:jwakana@cnilsburundi.org)

**Cambodia – Cambodge**

Mr Phan Peuv  
Second Secretary  
Permanent Mission of Cambodia  
3 Chemin Taverney  
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 788 7773  
Fax: +41 22 788 7774  
E-mail: [ppeuv@yahoo.com](mailto:ppeuv@yahoo.com)

**Cameroon – Cameroun**

Dr Urbain Olanguena Awono  
Ministre de la Santé Publique  
République du Cameroun  
Yaoundé

Tel.: +237 2 220172  
Fax: +237 2 220233  
E-mail: [OLANGUENA@ICCNETH.COM](mailto:OLANGUENA@ICCNETH.COM)

Mr Maurice Fezeu  
Permanent Secretary/CNLS  
Yaoundé

Tel.: +237 931 4292  
E-mail: [mauricefe@yahoo.fr](mailto:mauricefe@yahoo.fr)

**Canada**

H.E. Mr Paul Meyer  
Ambassador  
Permanent Mission of Canada  
5, ave. de l'Ariana  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 919 9200  
Fax: +41 22 919 9227  
E-mail: [paul.meyer@international.gc.ca](mailto:paul.meyer@international.gc.ca)

Mr Montasser Kamal  
Chief, UN Health Institutions Unit  
United Nations and Commonwealth Division  
Canadian International Development Agency  
200 promenade du Portage  
Gatineau, Québec

Tel.: +1 819 994 3938  
Fax: +1 819 997 6632  
E-mail: [montasser\\_kamal@acdi-cida.gc.ca](mailto:montasser_kamal@acdi-cida.gc.ca)

Ms Brigitte D'Aoust  
Senior Program Officer  
United Nations and Commonwealth Division  
Canadian International Development Agency  
200 promenade du Portage  
Gatineau, Québec

Tel.: +1 819 994 3934  
Fax: +1 819 997 6632  
E-mail: [brigitte\\_daoust@acdi-cida.gc.ca](mailto:brigitte_daoust@acdi-cida.gc.ca)

Ms Gail Steckley  
Senior HIV/AIDS Advisor  
International Issues  
Canadian International Development Agency  
Room 814A, Brooke Claxton Building 8th floor  
Tunney's Pasture 0908A  
K1A 0K9 Ottawa

Tel.: +1 819 994 3934  
Fax: +1 819 997 6632  
E-mail: [gail\\_steckley@hc-sc.gc.ca](mailto:gail_steckley@hc-sc.gc.ca)

Mr Thomas Fetz  
Second Secretary  
Permanent Mission of Canada  
5, ave. de l'Ariana  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 9199204  
Fax: +41 22 9199227  
E-mail: [thomas.fetz@dfait-maeci.gc.ca](mailto:thomas.fetz@dfait-maeci.gc.ca)

Mr Christopher Armstrong  
Senior Advisor, HIV/AIDS  
Human Rights, Humanitarian Affairs and  
International Women's Equality  
Division of Foreign Affairs  
125 Sussex Drive  
K1A 0G2 Ottawa, Ontario

Tel.: +1 613 9445996  
Fax: +1 613 9430606  
E-mail: [christopher\\_armstrong@acdi-cida.gc.ca](mailto:christopher_armstrong@acdi-cida.gc.ca)

Ms Amrita Paul  
Senior HIV/AIDS Advisor  
Canadian International Development Agency  
(Policy Branch)  
200 promenade du Portage  
Gatineau, Quebec K1A 0G4

Tel.: +1 819 934 2374  
Fax: +1 819 956 9107  
E-mail: [amrita\\_paul@acdi-cida.gc.ca](mailto:amrita_paul@acdi-cida.gc.ca)

**Denmark – Danemark**

Mrs Thea Christiansen  
Head of Section  
Ministry of Foreign Affairs  
Asiatisk Plads, 2  
1448 Copenhagen

Tel.: +45 33 920770  
E-mail: [thechr@um.dk](mailto:thechr@um.dk)

Ms Jette Michelsen  
Counsellor  
Permanent Mission of Denmark  
56, rue de Moillebeau  
1209 Geneva

Tel.: +41 22 918 0040  
Fax: +41 22 918 0066  
E-mail: [jetmic@um.dk](mailto:jetmic@um.dk)

**Dominican Republic (CARICOM Member) – République dominicaine**

Mrs Magaly Bello de Kemper  
Consejera  
Mission Permanente de la République  
dominicaine  
63, rue de Lausanne  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 715 3910  
Fax: +41 22 7481 0590  
E-mail: [magaly.bello@rep-dominicana.ch](mailto:magaly.bello@rep-dominicana.ch)

Ms Angel Almanzar  
Director General  
National Control Center of Sexually  
Transmitted Infections and AIDS' Digecitss  
Plaza Metropolitana, J.F. Kennedy Esquina Ortega  
Y Gasset, Suite 305  
Santo Domingo

Tel.: +809 472 7580  
Fax: +809 472 8355  
E-mail: [director@digecitss.org.do](mailto:director@digecitss.org.do)

**El Salvador**

Mr Ramiro Recinos Trejo  
Counsellor  
Permanent Mission of El Salvador  
65 rue de Lausanne  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 732 7036  
Fax: +41 22 738 4744  
E-mail: [ramiro.recinos@ties.itu.int](mailto:ramiro.recinos@ties.itu.int)

**Ethiopia – Ethiopie**

Ms Shewawork Amin  
Third Secretary  
Permanent Mission of Ethiopia  
Rue de Moillebeau 56  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 919 7010  
Fax: +41 22 919 7029  
E-mail: [mission.ethiopia@ties.itu.int](mailto:mission.ethiopia@ties.itu.int)

**Gabon**

Ms Marionette Angone Abena  
Counsellor  
Permanent Mission of Gabon  
Avenue Blanc 47  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 731 6869  
Fax: +41 22 731 6847  
E-mail: [mission.gabon@tis.itu.int](mailto:mission.gabon@tis.itu.int)

**Germany – Allemagne**

Dr Ingo von Voss  
Counsellor  
Permanent Mission of Germany  
Chemin du Petit-Saconnex 28c  
1209 Geneva

Tel.: +41 22 730 1111  
Fax: +41 22 734 3043  
E-mail: [pol-2-io@genf.auswaertiges-amt.de](mailto:pol-2-io@genf.auswaertiges-amt.de)

Ms Dorle Miesala-Edel  
Head of Division  
Federal Ministry of Health and  
Social Security  
Am Propsthof 789  
53108 Bonn

Tel.: +49 228 941 3210  
Fax: +49 228 941 4932  
E-mail: [dorle.miesala-edel@bmgs.bund.de](mailto:dorle.miesala-edel@bmgs.bund.de)

Dr Julia Katzan  
German Technical Cooperation (GTZ)  
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
Postfach 5180  
6526 Eschborn

Tel.: +49 6196 79272  
Fax: +49 6196 791366

Dr Carmen Perez Samaniego  
German Technical Cooperation (GTZ)  
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
Postfach 5180  
6526 Eschborn

E-mail: [Carmen.Perez-Samaniego@gtz.de](mailto:Carmen.Perez-Samaniego@gtz.de)

**Greece – Grèce**

Dr Theodore Papadimitriou  
Director of Hellenic Centre for  
Infectious Diseases Control  
9. Politechniou St  
Athens

Tel.: +30 210 521 2000  
Fax: +30 210 121 2115  
E-mail: [t.papadimitriou@keel.gr](mailto:t.papadimitriou@keel.gr)

Ms Athina Oikonomou  
Legal Advisor  
for Infectious Diseases Control  
9. Politechniou St  
Athens

Tel.: +30 210 521 2000  
Fax: +30 210 121 2115  
E-mail: [n.oikonomou@keel.gr](mailto:n.oikonomou@keel.gr)

**Haiti – Haïti**

Mr Jean-Bony Alexandre  
Minister Counsellor  
Permanent Mission of Haiti  
Rue de Monthoux 64  
1201 Geneva

Tel: +41 22 732 7628  
Fax: +41 22 732 5536  
E-mail: [alexandrejeanbony@msn.com](mailto:alexandrejeanbony@msn.com)

**Holy See – Saint-Siège**

Dr Guido Castelli Gattinara  
Membre  
Observateur permanent du Saint-Siège  
16, chemin du Vengeron  
CH 1292 Chambésy  
Genève

Tel.: +41 22 758 9820  
Fax: +41 22 758 1729  
E-mail: [mission.holy-see@itu.ch](mailto:mission.holy-see@itu.ch)

Mme Francesca Merico Colombo  
Membre  
Observateur permanent du Saint-Siège  
16, chemin du Vengeron  
CH 1292 Chambésy  
Genève

Tel.: +41 22 758 9820  
Fax: +41 22 758 1729  
E-mail: [mission.holy-see@itu.ch](mailto:mission.holy-see@itu.ch)

Rev. Bob Vitillo  
Observateur permanent du Saint-Siège  
16, chemin du Vengeron  
CH 1292 Chambésy  
Genève

(mobile +41 79 811 7903)  
E-mail: [mission.holy-see@itu.ch](mailto:mission.holy-see@itu.ch)

**Hungary – Hongrie**

Mr Balazs Ratkai  
Third Secretary  
Permanent Mission of Hungary  
Rue du Grand Pré 64 (6<sup>ème</sup> étage)  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 346 0323  
Fax: +41 22 346 5861  
E-mail: [balazs.ratkai@ties.itu.int](mailto:balazs.ratkai@ties.itu.int)

**Ireland – Irlande**

Ms Orla Keane  
Second Secretary  
Permanent Mission of Ireland  
Rue de Moillebeau 58  
Geneva

Tel.: +41 22 919 1950  
Fax: +41 22 919 1951  
E-mail: [oral.keane@dfa.ie](mailto:oral.keane@dfa.ie)

Ms Aine Costigan  
Technical Consultant  
Development Cooperation  
Bishop's Square  
Redmond's Hill, Dublin 2

Tel.: +353 1 408 2991  
Fax: +  
E-mail: [accostigan@yahoo.ca](mailto:accostigan@yahoo.ca)

**Israel – Israël**

Ms Noa Furman  
Counsellor  
Permanent Mission of Israel  
1-3 Av. de la Paix  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 716 0500  
Fax: +41 22 716 0555  
E-mail: [conseiller@geneva.mfa.gov.il](mailto:conseiller@geneva.mfa.gov.il)

Ms Esther Gouldman-Zarka  
Adviser  
Permanent Mission of Israel  
1-3 Av. de la Paix  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 716 0500  
Fax: +41 22 716 0555  
E-mail: [reporter@geneva.mfa.gov.il](mailto:reporter@geneva.mfa.gov.il)

**Italy – Italie**

Ms Lucia Fiori  
First Counsellor  
Permanent Mission of Italy  
Chemin de l'Impératrice 10  
1292 Pregny

Tel.: +41 22 918 0810  
Fax: +41 22 734 6702  
E-mail: [mission.italy@ties.itu.int](mailto:mission.italy@ties.itu.int)

**Kazakhstan**

Mr Atman Baisuianov  
Counsellor  
Permanent Mission of Kazakhstan  
Chemin du Prunier 10  
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 788 6604  
Fax: +41 22 788 6602  
E-mail: [mission.kazakhstan@ties.itu.int](mailto:mission.kazakhstan@ties.itu.int)

**Luxembourg**

Mme Dr Carole Kapp-Joel  
Attaché  
Permanent Mission of Luxembourg  
Chemin de la Rochette 13  
1202 Genève

Tel.: +41 22 9191929  
Fax: +41 22 9191920  
E-mail: [carole.kapp@mae.etat.lu](mailto:carole.kapp@mae.etat.lu)

Mme Elodie Fischer  
Agent à la Représentation  
Permanent Mission of Luxembourg  
Chemin de la Rochette 13  
1202 Genève

Tel.: +41 22 9191929  
Fax: +41 22 9191929  
E-mail: [mission.luxembourg@ties.itu.int](mailto:mission.luxembourg@ties.itu.int)

Dr Robert Hemmer  
Centre Hospitalier de Luxembourg  
4, rue Barblé  
Luxembourg L-1210

Tel.: +352 44 113091  
Fax: +352 44 1279  
E-mail: [hemmer.robert@chl.lu](mailto:hemmer.robert@chl.lu)

Mme Natascha Gomes  
Chargée de Mission  
Ministry of Foreign Affairs  
6, rue de la Congrégation  
Luxembourg L-1352

Tel.: +352 478 2457  
Fax: +352 463 842  
E-mail: [natascha.gomes@mae.etat.lu](mailto:natascha.gomes@mae.etat.lu)

M. Diego Reche  
Rédacteur Principal  
Ministry of Foreign Affairs  
6, rue de la Congrégation  
Luxembourg L-1352

Tel.: +3 52 478 2360  
Fax: +3 52 463 842  
E-mail: [diego.reche@mae.etat.lu](mailto:diego.reche@mae.etat.lu)



**Madagascar**

Mr Jean-Michael Rasolonjatovo  
First Counsellor  
Permanent Mission of Madagascar  
32, Avenue Riant Parc  
1209 Geneva

Tel.: +41 22 740 1650  
Fax: +41 22 740 1616  
E-mail: [jmrasolonjatovo@hotmail.com](mailto:jmrasolonjatovo@hotmail.com)

**Malaysia – Malaisie**

Mr W. A. Yusri  
Second Secretary  
Permanent Mission of Malaysia  
Route de Pré-Bois 20  
1215 Geneva 15

Tel.: +41 22 710 7500  
Fax: +41 22 710 7501  
E-mail: [mwgenea@ties.itu.int](mailto:mwgenea@ties.itu.int)

**Mexico – Mexique**

Lic. Hector Escamilla  
Director, Prevention and Social Participation  
National Centre for Prevention and Control  
of HIV/AIDS (CENSIDA)  
Herschell 119-2  
Mexico City 11590

Tel.: +52-55 5545 4129  
Fax: +52-55 5250 4826  
E-mail: [hectoescammila@salud.gob.mx](mailto:hectoescammila@salud.gob.mx)

Sra. Dulce Maria Valle Alvarez  
Counsellor  
Permanent Mission of Mexico  
Avenue de Budé 16 (7<sup>ème</sup> étage)  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 748 0707  
Fax: +41 22 748 0709  
E-mail: [mission.mexico@ties.itu.int](mailto:mission.mexico@ties.itu.int)

**Monaco**

Mme Carole Lanteri  
Premier Secrétaire  
Mission permanente de la Principauté  
de Monaco  
Rue de Moillebeau 56  
CH - 1209 Genève

Tel.: +41 22 919 04 60  
Fax: +41 22 919 04 69  
E-mail: [clanteri@gouv.mc](mailto:clanteri@gouv.mc)

**New Zealand – Nouvelle-Zélande**

Ms Vicki Poole  
Multilateral Programme Manager  
New Zealand Agency for International  
Development  
P.O. Box 18-901, Wellington

Tel.: +64 4 439 8004  
Fax: +64 4 439 8515  
E-mail: [Vicki.poole@nzaid.govt.nz](mailto:Vicki.poole@nzaid.govt.nz)

**Nicaragua**

Mr Eduardo Castillo Pereira  
Alternate Representative  
Permanent Mission of Nicaragua  
Rue de Vermont 37-39  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 740 5160  
Fax: +41 22 734 6585  
E-mail: [mission.nicaragua@ties.itu.int](mailto:mission.nicaragua@ties.itu.int)

Ms Patricia Campbell Gonzales  
First Secretary  
Permanent Mission of Nicaragua  
Rue de Vermont 37-39  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 740 5160  
Fax: +41 22 734 6585  
E-mail: [mission.nicaragua@ties.itu.int](mailto:mission.nicaragua@ties.itu.int)

**Nigeria – Nigéria**

Dr Stephen Baba  
Senior Counsellor  
Permanent Mission of Nigeria  
Rue Richard Wagnes 1  
1211 Geneva

Tel: +41 22 730 1414  
Fax: +  
E-mail: [stephenbaba007@yahoo.com](mailto:stephenbaba007@yahoo.com)

**Norway - Norvège**

Ms Gerd Pettersen  
Assistant Director-General  
Norwegian Ministry of Foreign Affairs  
PO Box 8114 DEP  
N-0032 Oslo 1

Ms Sigrunn Møgedal  
Ambassador  
The Norwegian Agency for Development  
Cooperation (NORAD)  
Oslo

Tel.: +47 22 240540  
Fax: +47 22 242031  
E-mail: [sigrun.mogedal@norad.no](mailto:sigrun.mogedal@norad.no)

Ms Marit Berggrav  
Adviser  
The Norwegian Agency for Development  
Cooperation (NORAD)  
Ruselokkveien 26 Postboks 8034 Dep.  
0030 Oslo

E-mail: [marit.berggrav@norad.no](mailto:marit.berggrav@norad.no)

Ms Turid Kongsvik  
Counsellor  
Permanent Mission of Norway  
Avenue de Budé 35 bis  
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 918 0400  
Fax: +41 22 918 0410  
E-mail: [turid.kongsvik@mfa.no](mailto:turid.kongsvik@mfa.no)

**Pakistan**

Mr Rizwan Saeed Sheikh  
First Secretary  
Permanent Mission of Pakistan  
Rue de Moillebeau 56  
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 734 7760  
Fax: +41 22 734 8085  
E-mail: [mission.pakistan@ties.itu.int](mailto:mission.pakistan@ties.itu.int)

**Philippines**

Dr Ethelyn Nieto  
Under-Secretary of Health  
Department of Health  
San Lazaro Compound, Rizal Avenue  
Sta Cruz, Manila

Tel.: +63 2 711 6067  
Fax: +63 2 712 5866  
E-mail: [epnieto@co.doh.gov.ph](mailto:epnieto@co.doh.gov.ph)

Mr Raly Tejada  
Second Secretary  
Permanent Mission of the Philippines  
47 Avenue Blanc  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 716 1930  
Fax: +41 22 716 1932  
E-mail: [mission.philippines@ties.itu.int](mailto:mission.philippines@ties.itu.int)

**Poland – Pologne**

Renata Lemieszewska  
Counsellor, Mission permanente  
de la République de Pologne  
Chemin de l’Ancienne Route 15  
1218 Grand-Saconnex  
Geneva

Tel.: +41 22 710 9711  
Fax: +41 22 710 9799  
E-mail: [renata.lemieszewska@ties.itu.int](mailto:renata.lemieszewska@ties.itu.int)

Dr Anna Marzec-Boguslawska  
Director  
National AIDS Center  
02-829 Warsaw  
Samsonowska 1

Tel.: +48 22 331 7755  
Fax: +48 22 331 7776  
E-mail: [a.marzec@centrum.aids.gov.pl](mailto:a.marzec@centrum.aids.gov.pl)

Mr Arkadiusz Nowak  
National AIDS Center  
Varsuv, Samsonowska 1

Fax: +48 22 331 7777  
E-mail: [arknowak@pocetoi.onet.pl](mailto:arknowak@pocetoi.onet.pl)

**Portugal**

H.E. Mr José Caetano da Costa Pereira  
Ambassador  
Permanent Mission of Portugal  
Rue Antoine-Carteret 33  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 918 0200  
Fax: +41 22 918 0228  
E-mail: [mission.portugal@tis.itu.int](mailto:mission.portugal@tis.itu.int)

Prof. Antonio Meliço Silvestre  
Coordinator  
National Commission on HIV/AIDS  
Lisbonne

Mr José Sousa Fialho  
Counsellor  
Permanent Mission of Portugal  
Rue Antoine-Carteret 33  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 918 0200  
Fax: +41 22 918 0228  
E-mail: [mission.portugal@tis.itu.int](mailto:mission.portugal@tis.itu.int)

**Republic of Congo – République du Congo**

Mme Delphine Bikouta  
Premier Conseiller  
Mission Permanente de la République  
du Congo  
11, rue des Pâquis  
1201 Genève

Tel.: +41 22 731 8821  
Fax: +41 22 731 8817  
E-mail: [mission.congo-brazza@deckpoint.ch](mailto:mission.congo-brazza@deckpoint.ch)

**Republic of Korea – République de Corée**

Mr Hyo-Hwan Ahn  
Counsellor  
Permanent Mission of the Republic of Korea  
Avenue de l’Ariana 1  
1211 Genève 20

Tel.: +41 22 735 43 70  
Fax: +41 22 786 06 62  
E-mail: [ohass@hanmail.net](mailto:ohass@hanmail.net)

**Romania - Roumanie**

H. E. M. Doru Costea  
Ambassador  
Permanent Mission of Romania  
Villa "La Perrière"  
Chemin de la Perrière 6  
1223 Cologny, Geneva

Tel.: +41 22 752 1090  
Fax: +41 22 752 2976  
E-mail: [doru.costea@romaniaunog.org](mailto:doru.costea@romaniaunog.org)

Ms Doina Iordache  
First Secretary  
Permanent Mission of Romania  
Villa "La Perrière"  
Chemin de la Perrière 6  
1223 Cologny, Geneva

Tel.: +41 22 752 5555  
Fax: +41 22 752 2976  
E-mail: [doina.iordache@ties.itu.int](mailto:doina.iordache@ties.itu.int)

**Saudi Arabia – Arabie saoudite**

Mr Mohammed Al-Agail  
First Secretary  
Permanent Mission of the Kingdom  
of Saudi Arabia  
263, route de Lausanne  
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 9777  
Fax: +41 22 758 0000

**Senegal – Sénégal**

Mr Daouda Maliguèye Sene  
Minister Counsellor  
Permanent Mission of Senegal  
53 rue de la Servette  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 918 0230  
Fax: +41 22 740 0711  
E-mail: [mission.senegal@ties.itu.int](mailto:mission.senegal@ties.itu.int)

Mr André Basse  
First Secretary  
Permanent Mission of Senegal  
53 rue de la Servette  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 918 0230  
Fax: +41 22 740 0711  
E-mail: [andrebase14@sanil.com](mailto:andrebase14@sanil.com)

**Slovak Republic – République slovaque**

Dr Jan Mikas  
Adviser  
Public Health Authority of the Slovak Republic  
Trnavská 52  
826 45 Bratislava

Tel.: +42 12 49 284 321  
Fax: +42 12 44 372 641  
E-mail: [mikas@uvzsr.sk](mailto:mikas@uvzsr.sk)

Dr Nora Septakova  
First Secretary  
Chemin de l'Ancienne Route 9  
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 747 7400  
Fax: +41 22 747 7434  
E-mail: [nora-septakova@mfa.sk](mailto:nora-septakova@mfa.sk)

**Spain - Espagne**

Sr D. Juan Antonio March Pujol  
Ambassador  
Permanent Mission of Spain  
Avenue Blanc, 53  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 909 2830  
Fax.: +41 22 731 5370  
E-mail: [mission.spain@ties.itu.int](mailto:mission.spain@ties.itu.int)

Sr D. Guillermo Lopez Mac-Lellan  
Counsellor  
Permanent Mission of Spain  
Avenue Blanc, 53  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 909 2830  
Fax: +41 22 731 5370  
E-mail: [mission.spain@ties.itu.int](mailto:mission.spain@ties.itu.int)

**Sri Lanka**

Mr Senarath Dissanayake  
Second Secretary  
Permanent Mission of Sri Lanka  
Rue de Moillebeau 56  
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 919 1250  
Fax: +41 22 734 9084  
E-mail: [senarathdiss@hotmail.com](mailto:senarathdiss@hotmail.com)

**South Africa – Afrique du Sud**

Ms Daisy Mafubelu  
Counsellor (Health)  
Permanent Mission of South Africa  
65 rue du Rhône  
1204 Geneva

Tel.: +41 22 849 5442  
Fax: +41 22 849 5438  
E-mail: [daisy.mafubelu@ties.itu.int](mailto:daisy.mafubelu@ties.itu.int)

**Sudan – Soudan**

Mr Zahir Agab Ashi  
Permanent Mission of Sudan  
Avenue Blanc 47  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 731 2863  
Fax: +41 22 731 2656  
E-mail: [agab23@hotmail.com](mailto:agab23@hotmail.com)

**Switzerland – Suisse**

M. Alexandre von Kessel  
Chef suppléant de la section  
organisations internationales  
Office fédéral de la santé publique  
Selerstrasse 8  
3003 Berne

Tel.: +41 31 322 9481  
Fax: +41 31 322 1131  
E-mail: [alexandre.vonkessel@bag.admin.ch](mailto:alexandre.vonkessel@bag.admin.ch)

Mr Jacques Martin  
Conseiller (développement/santé)  
Mission permanente de la Suisse auprès  
de l'Office des Nations Unies  
Rue de Varembe 9-11  
1211 Genève 20

Tel.: +41 22 749 2424  
Fax: +41 22 749 2475  
E-mail: [jacques.martin@deza.admin.ch](mailto:jacques.martin@deza.admin.ch)

Mrs Sandra Bernasconi  
Programme Officer  
Swiss Agency for Development and  
Cooperation, SDC  
Freiburgstrasse 130  
CH - 3003 Berne

Tel.: +41 31 322 8243  
Fax: +41 31 323 1764  
E-mail: [Sandra.bernasconi@deza.admin.ch](mailto:Sandra.bernasconi@deza.admin.ch)

Mme Elena Manfrina  
Chargée de Programme  
Direction du Développement et  
De la Coopération (DDC)  
Freiburgstrasse 130  
CH - 3003 Berne

Tel.: +41 31 322 3459  
Fax: +41 31 324 1357  
E-mail: [elena.manfrina@deza.admin.ch](mailto:elena.manfrina@deza.admin.ch)

**Syria - Syrie**

Ms Souheila Abbas  
Third Secretary  
Permanent Mission of Syria  
72, rue de Lausanne  
1202 Genève

Tel.: +41 22 715 4560  
Fax: +41 22 734 4275  
E-mail: [mission.szria@ties.itu.int](mailto:mission.szria@ties.itu.int)

**Zambia – Zambie**

Mr Alfonso Zulu  
First Secretary  
Permanent Mission of Zambia  
Chemin du Champ-d'Anier 17-19  
1209 Geneva

Tel.: +41 22 788 5330  
Fax: +41 22 788 5340  
E-mail: [mission.zambia@ties.itu.int](mailto:mission.zambia@ties.itu.int)

**Zimbabwe**

Dr S.T. Mukanduri  
Minister Counsellor  
Permanent Mission of Zimbabwe  
Chemin William Barby 27  
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 3011  
Fax: +41 22 758 3044  
E-mail: [mission.zimbabwe@ties.itu.int](mailto:mission.zimbabwe@ties.itu.int)

Mr R. T. Chibuwe  
Counsellor  
Permanent Mission of Zimbabwe  
Chemin William Barby 27  
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 3011  
Fax: +41 22 758 3044  
E-mail: [mission.zimbabwe@ties.itu.int](mailto:mission.zimbabwe@ties.itu.int)

International Organizations – Organisations internationales

**African Union**

Mr Venant Wege Nzomwita  
Counsellor  
Délégation permanente de  
l'Union Africaine à Genève  
36, rue des Paquis  
C.P. 127  
1211 Genève 21

Tel.: +41 22 716 0640  
Fax: +41 22 731 6818  
E-mail: [mission-observer.au@africanunion.ch](mailto:mission-observer.au@africanunion.ch)

**Comité international de la Croix-Rouge (CICR)**

Dr Hervé Le Guillouzic  
Chef de l'Unité des Services de Santé  
19, Avenue de la Paix  
1202 Genève

Tel.: +41 22 730 3500  
Fax: +41 22 733 9674  
E-mail: [hleguillouzic@icrc.org](mailto:hleguillouzic@icrc.org)

Dr Eric Burnier  
Médecin responsable pour les  
maladies transmissibles  
19, Avenue de la Paix  
1202 Genève

Tel.: +41 22 730 2755  
Fax:  
E-mail: [eburnier@icrc.org](mailto:eburnier@icrc.org)

**European Commission – Commission européenne**

Mr Christian Dufour  
Attaché  
Délégation de la Commission Européenne  
Rue de Grand-Pré 66  
1211 Geneva

Tel.: +41 22 918 2215  
Fax: +41 22 734 2236  
E-mail: [christina.dufour@cec.eu.int](mailto:christina.dufour@cec.eu.int)

**Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme**

Mr John Liden  
Director  
Centre Louis Casai  
53 Louis Casai  
1216 Cointrin, Geneva

Tel.: +41 22 791 1700  
Fax: +41 22 791 1701  
E-mail: [john.liden@globalfund.org](mailto:john.liden@globalfund.org)

Mr Brad Herbert  
Senior Director for Strategy,  
Evaluation and Program Support  
Centre Louis Casai  
53 Louis Casai  
1216 Cointrin, Geneva

E-mail: [brad.herbert@globalfund.org](mailto:brad.herbert@globalfund.org)

Dr Bernhard Schwartlander  
Director, Strategic Information  
and Measurement  
Centre Louis Casai  
53 Louis Casai  
1216 Cointrin, Geneva

E-mail: [bernhard.schwartlander@globalfund.org](mailto:bernhard.schwartlander@globalfund.org)

**International Federation of Red Cross & Red Crescent Societies – Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

Ms Felicita Hikuam  
Campaign Senior Officer, HIV/AIDS  
17, Chemin des Crêtes  
Petit-Saconnex  
P.O. Box 372  
CH 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 730 4458  
Fax: +41 22 733 0395  
E-mail: [felicita.hikuam@ifrc.org](mailto:felicita.hikuam@ifrc.org)

**International Organization for Migration – Organisation internationale pour les Migrations**

Ms Mary Haour-Knipe  
Senior Advisor Migration and HIV/AIDS  
17, route des Morillons  
Geneva 19

Tel.: +41 22 717 9234  
Fax: +41 22 798 6150  
E-mail: [mhddpt@iom.int](mailto:mhddpt@iom.int)

**League of Arab States – Ligue des Etats Arabes**

Prof. Osman El-Hajjé  
Counsellor  
Rue du Valais 9  
1202 Geneva

Tel.: +41 22 732 3030  
Fax: +41 22 731 6947  
E-mail: [delegation@bluewin.ch](mailto:delegation@bluewin.ch)

Nongovernmental Organizations – Organisations non gouvernementales

AIDS Fonds + Stop AIDS Now  
Mrs Monique A. van der Kroef  
Policy Advisor  
Keiyersgracht 390/392  
1016 GB, Amsterdam

Tel.: +31 20 6262669  
Fax: +31 20 6275221  
E-mail: [mvanderkroef@aidsfonds.nl](mailto:mvanderkroef@aidsfonds.nl)

AIDS National Center  
Mr Hector Escamilla  
Director of Prevention  
Herschell 119-2  
Mexico City 11590

Tel.: +52 55 5545 4129  
Fax: +52 55 5250 4826  
E-mail: [hectorescamilla@salud.gob.mx](mailto:hectorescamilla@salud.gob.mx)

ANSS  
Mme Jeanne Gapiya  
President  
115, Eurosweg  
P.O. Box 11569  
Windhoek, Namibia

Tel.: +264 6125 2087  
E-mail: [nigapiya@iway.na](mailto:nigapiya@iway.na)

The Boston Consulting Group  
Mr Thomas G. Lewis  
Senior Vice President and Director  
The Boston Consulting Group  
Via della Moscova 18  
20121 Milano  
Italy

Tel.: +39 02 65 59 91  
Fax: +39 02 65 59 9655  
E-mail: [lewis.tom@bcg.com](mailto:lewis.tom@bcg.com)

Mr Nils Grede  
The Boston Consulting Group

E-mail: [Grede.Nils@bcg.com](mailto:Grede.Nils@bcg.com)

Mr Fabrizio Burlando  
The Boston Consulting Group

E-mail: [Burlando.fabrizio@bcg.com](mailto:Burlando.fabrizio@bcg.com)

Mr Michele Pani  
The Boston Consulting Group

E-mail: [pani.michele@bcg.com](mailto:pani.michele@bcg.com)

Christian Medical Fellowship  
Mr Steven Fouch  
Allied Professions Secretary  
Partnership House  
157 Waterloo Romo  
London, United Kingdom SE1 8XN

Tel.: +44 20 7728 4694  
Fax: +44 20 7620 2453  
E-mail: [steve.fouch@cmf.org.uk](mailto:steve.fouch@cmf.org.uk)

Conference of NGOs in Consultative  
Relationship with the United Nations (CONGO)  
Mrs Renate Bloem  
President  
11, avenue de la Paix  
CH 1202 Geneva

Tel.: +41 22 301 1000  
Fax: +41 22 301 2000  
E-mail: [rbloem@ngocongo.org](mailto:rbloem@ngocongo.org)  
or [congo@ngocongo.org](mailto:congo@ngocongo.org)

Ms Isolda Agazzi Ben Attia  
Programme Officer  
11, avenue de la Paix  
CH 1202 Geneva

Tel.: +41 22 301 1000  
Fax: +41 22 301 2000  
E-mail: [isolda.agazzi@ngocongo.org](mailto:isolda.agazzi@ngocongo.org)



Ecumenical Advocacy Alliance  
Ms Linda Hartke  
Coordinator  
150 route de Ferney  
P.O. Box 2100  
CH – 1211 Geneva 2

Tel.: +41 22 791 6141  
Fax: +41 22 710 2387  
E-mail: [lhartke@e-alliance.ch](mailto:lhartke@e-alliance.ch)

Groupe SIDA Genève  
Mr David Perrot  
Directeur  
Rue Pierre-Fatio 17  
1204 Geneva

Tel.: +41 22 700 15 00  
Fax: +41 22 700 1547  
E-mail: [david.perrot@groupesida.ch](mailto:david.perrot@groupesida.ch)

ICASO  
Mr Richard Burzynski  
Executive Director  
65 Wellesley St., E Suite 403  
Toronto, ON M46 1G7

Tel.: +1 416 921 0018 Ext. 15  
Fax: +1 416 921 9979  
E-mail: [richardb@icaso.org](mailto:richardb@icaso.org)

International AIDS Society  
Mr Craig McClure  
Executive Director  
Ch. de l'Avanchet 33  
CH-1216 Geneva

Tel.: +41 22 710 0808  
Fax: +41 22 710 0899  
E-mail: [craig.mcclure@iasociety.ch](mailto:craig.mcclure@iasociety.ch)

International Council of Nurses  
Dr Tesfamicael Ghebrehiwet  
Consultant, Nursing & Health Policy  
3, Place Jean-Marteau  
1201 Geneva

Tel.: +41 22 908 0100  
Fax: +41 22 908 0101  
E-mail: [testa@icn.ch](mailto:testa@icn.ch)

International HIV/AIDS Alliance  
Ms Susie McLean  
Senior Policy Advisor  
Queensberry House  
104-106 Queen's Road  
Brighton

Tel.: +44 1273 71897  
Fax: +44 1273 718901  
E-mail: [smclean@aidsalliance.org](mailto:smclean@aidsalliance.org)

International Partnership for Microbicides  
Mr Martin Methot  
Executive Director for External Affairs & Policy  
1010 Wayne Avenue, Suite 1450  
Silver Spring, Maryland 20910

Tel.: +1 301 608 2221  
Fax: +1 301 608 2241  
E-mail: [mmethot@ipm-microbides.org](mailto:mmethot@ipm-microbides.org)

Journalists Against AIDS (JAAIDS)  
Mr Olayide Akanni  
Senior Programme Officer  
Aminu Kano Crescent Wuse 2  
Abuja

Tel.: +234 1 672 1744 / 773 1457  
Fax: +234 1 812 8565  
E-mail: [alayide@nigeria-aids.org](mailto:alayide@nigeria-aids.org)

Open Society Institute  
Dr Kasia Malinowska-Sempruch  
Director, Intern'l Harm Reduction Program  
400 West 59<sup>th</sup> Street  
New York, NY 10019

Tel.: +1 212 548 0600  
Fax: +1 212 548 46 17  
E-mail: [kmalinowska@sorosny.org](mailto:kmalinowska@sorosny.org)

Share-Net  
Mrs Rachel Ploem  
AIDS Coordinator  
Mauritskade 63  
1090 HA Amsterdam

Tel.: +31 20 568 8356  
Fax: +31 20 568 8444  
E-mail: [r.ploem@kit.nl](mailto:r.ploem@kit.nl)

World Vision International  
Dr Milton Amayun  
Senior Technical Adviser, HIV/AIDS  
18745 Sioux Drive  
Spring Lake, MI 49456

Tel.: +1 616 850 0922  
Fax: +1 616 846 9842  
E-mail: [jaimilton@aol.com](mailto:jaimilton@aol.com)

World Young Women Christian Association  
Dr Musimbi Kanyoro  
General Secretary  
16, Ancienne Route  
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 929 6045  
Fax: +41 22 929 6044  
E-mail: [musimbi.kanyoro@worldywca.org](mailto:musimbi.kanyoro@worldywca.org)